

NOUVELLES



DE
L'OTAN

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD • SERVICE DE L'INFORMATION • PARIS

PUBLICATION MENSUELLE

Vol. 10, N° 6 - Juin 1962

DANS CE NUMÉRO :

**LA PIERRE ANGULAIRE
DE LA POLITIQUE OCCIDENTALE**

par Dirk U. Stikker

U.R.S.S. : HOMME CONTRE IDÉOLOGIE

par "Justan"

LETTRE DE BRUXELLES

par Charles d'Ydewalle

NOUVELLES DE L'OTAN

Juin 1962



Sommaire

La pierre angulaire de la politique occidentale, par Dirk U. Stikker, Secrétaire Général de l'OTAN	1
U.R.S.S. : Homme contre Idéologie, par « Justan », du « Royal Institute of International Affairs »	6
Lettre de Bruxelles, par Charles d'Ydewalle	10
La session ministérielle de l'OTAN à Athènes	12
« Ace High » (Reportage photographique)	14
Bourses de l'OTAN 1962-63	16
Conseil de l'Atlantique Nord	
Visite de M. Stikker en Turquie	17
Nouveau Président d'Honneur	17
Commandements et organismes de l'OTAN	
Commandement Allié en Europe	17
Commandement Allié de la Manche.	17
AGARD	17
Pleins Feux sur l'OTAN	
Réactions à la réunion d'Athènes	18
La Voix de l'U.R.S.S.	
A la recherche d'une tasse de café	20
Nos lecteurs nous écrivent	
Lettres de H. A. Schwarz-Liebermann, Robert J. G. Boothby, Anthony Taylorson, Gwyn Illtyd Lewis, L. Beukman, Gerhard F. Frerichs et W. F. Langdon	21
Livres	
« Marché du travail européen »	24
« Defense Psychology »	25
« Political Advancement in the South Pacific »	25
Bibliographie (établie par la Section Documentation du Service de Presse de l'OTAN)	26

Maquettistes : A. MORANGE et R. FOURNIER

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées sous l'autorité du Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Leurs articles ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses Gouvernements membres pris séparément.

LA PIERRE ANGULAIRE DE LA POLITIQUE OCCIDENTALE



L'OTAN — et on ne saurait assez le répéter — est la pierre angulaire de toute la politique de l'Occident. En garantissant qu'une attaque armée contre l'un ou plusieurs de nos pays serait considérée comme une attaque dirigée contre nous tous, en établissant de solides liens politiques et militaires entre les deux rivages de l'Atlantique, elle a fait régner en Europe occidentale — et bien au-delà — une atmosphère de confiance et de sécurité. Sans cette confiance, sans cette sécurité, le monde libre aurait pu sombrer dans l'abandon et le désespoir. La garantie politique et militaire que représente le Traité de l'Atlantique Nord est la condition même de notre survie et de notre progrès. La préservation de notre liberté, les progrès scientifiques et sociaux, le développement économique, dépendent essentiellement du maintien de cette garantie.

Mais si nous avons paré à la menace immédiate, nous nous trouvons devant d'autres menaces, moins directes, peut-être, mais non moins dangereuses. La menace militaire existe toujours. Ne l'oublions pas. Mais n'oublions pas non plus que ce n'est pas la seule menace que nous ayons à affronter. C'est désormais le domaine économique, dans l'aide aux peuples sous-développés, c'est aussi et surtout sur le plan de la conquête psychologique des cœurs et des esprits que la lutte, dès maintenant, est engagée. A quoi bon maintenir, face à l'Est, un front ininterrompu si, par ses menées subversives, l'adversaire parvient sans coup férir à tourner notre flanc en Moyen-Orient, en Extrême-Orient, en Afrique ou en Amérique Latine ? Voilà pourquoi l'OTAN, qui avait lors de sa fondation un champ d'application relativement restreint, s'est vu contraint d'étendre considérablement la portée de ses préoccupations.

Progrès économiques.

Le monde de 1962 n'est plus celui de 1949. A certains égards, l'évolution a été nettement en faveur de l'Occident. Depuis treize ans le monde libre a réalisé de vastes progrès en matière économique. Sa puissance de production, son standard de vie ont atteint un niveau sans précédent dans l'histoire du monde. La prospérité en constante augmen-

tation du complexe atlantique s'est étendue bien au-delà de nos propres frontières. En même temps, nous nous sommes efforcés, non sans succès, de faire partager aux pays sous-développés du monde le bien-être toujours croissant que nous connaissons nous-mêmes.

Le monde libre a mis à la disposition des pays sous-développés dix fois plus de crédits que le bloc soviétique même si on ne tient pas compte du fait que beaucoup des crédits promis par les communistes n'existent encore que sur le papier. De 1950 à 1960, l'Occident a consacré 57 milliards de dollars à des fins de promotion économique dans les pays sous-développés. Dans la même période, le total de l'aide en provenance du bloc soviétique a été de 3 milliards 600 millions de dollars, dont un milliard seulement est parvenu à ce jour entre les mains des intéressés. Il est vrai que les Soviets sont en train d'augmenter leur aide à l'Afrique ; mais les 600 millions de dollars qu'ils ont promis à grand renfort de propagande ne représentent que le vingtième de ce qui a déjà été accordé par les puissances occidentales. Et pourtant, à écouter les coryphées soviétiques, l'aide occidentale n'existerait pas à côté de l'aide communiste !

Menace mondiale.

Mais, personne ne l'ignore, il y a d'autres éléments dans le bilan. La menace communiste, de locale, est devenue mondiale. Dans tous les coins du monde, depuis l'Amérique Latine jusqu'à l'Extrême-Orient, nous nous trouvons devant un adversaire infatigable et tenace. Entre les deux camps de l'Ouest et de l'Est, la grande masse du monde dit non-engagé a revêtu une signification nouvelle. Parmi ceux que nous qualifions de neutres, il y en a certains qui « grosso modo » partagent nos idéaux et notre façon de penser. D'autres encore ont adopté une politique et une idéologie qu'on a du mal à distinguer de celles de nos adversaires. Toujours est-il que ce grand complexe du « tiers monde » représente une des principales forces en présence dans la situation actuelle. Son existence pose, pour nous autant que pour nos adversaires, de grands problèmes. Peut-être le sort du monde entier dépendra-t-il de la façon dont nous les résoudrons.

Sur le plan militaire, nous avons perdu certaines positions stratégiques. Les doctrines ont évolué ; les idées reçues ont été remises en question. En particulier, l'Occident ne jouit plus d'un monopole de fait en ce qui concerne la puissance nucléaire. La situation où nous nous trouvons a donc bien changé depuis la signature du Traité de l'Atlantique Nord. Que peut faire, que doit faire l'OTAN pour s'adapter à ce monde en pleine évolution ? Je me bornerai à quelques points essentiels.

Horizons plus larges.

En premier lieu, la consultation politique. A présent, nos consultations politiques se déroulent sur le plan mondial et se développent en profondeur et en étendue. Certes, il y a eu des manquements. A plusieurs reprises, nous nous sommes consultés trop peu ou trop tard. Mais — et c'est un point capital — l'habitude de la consultation gagne du terrain et quand je jette un regard en arrière sur ces quatre ans que je suis de nouveau à l'OTAN, je constate des progrès encourageants.

La consultation politique, l'évolution future de l'Europe et la Communauté atlantique sont intimement liées. Sans l'OTAN, rien n'est sûr, rien n'est garanti. Sans l'OTAN pas de confiance, pas de sécurité, donc pas d'évolution possible. Mais bien entendu, toute la question n'est pas là. Vous me connaissez assez pour savoir que je suis un partisan fervent de l'intégration européenne, et que pour moi, cette intégration est inconcevable sans la participation de la Grande-Bretagne. Mais, il n'y a pas que la communauté européenne : et dans l'OTAN nous ne devrions jamais oublier les horizons plus larges que nous offre notre vocation atlantique.

Certains groupes ont prétendu que l'unité européenne une fois faite, le continent ainsi intégré devrait se constituer en une espèce de « troisième

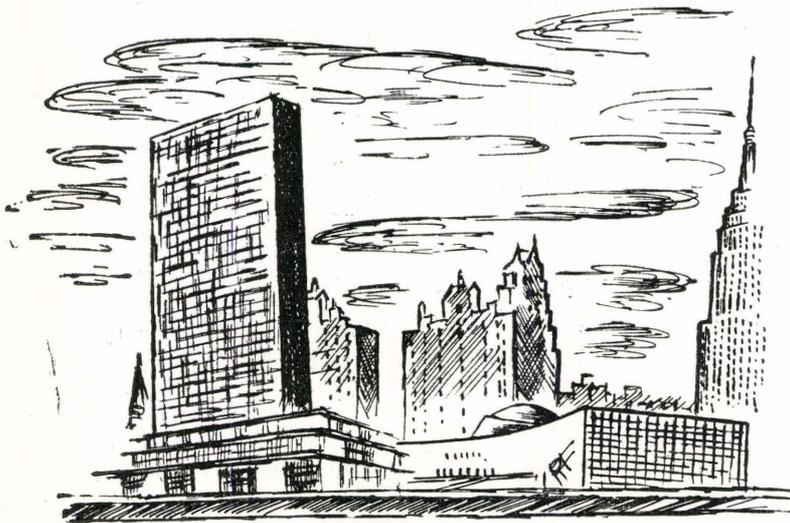
force » qui, en quelque sorte tiendrait la balance entre les deux « super-puissances » déjà existantes, les Etats-Unis et l'Union soviétique. A mon avis, c'est là une idée extrêmement dangereuse. La liberté, comme la paix, est indivisible. L'Océan Atlantique est fait pour unir et non pour diviser les peuples des deux hémisphères. Les dangers qui nous menacent sont trop grands pour que nous puissions nous livrer impunément à ces périlleux jeux d'équilibre qui faisaient les délices de la vieille diplomatie.

Souplesse et faculté d'adaptation. Voilà nos deux mots d'ordre, face aux nombreux problèmes que nous sommes appelés à résoudre. Parlons un peu de quelques-uns d'entre eux : de **Berlin** et de **l'Allemagne** d'abord ; des **Nations Unies** ensuite ; des **questions militaires** ; essayons enfin de jeter un coup d'œil sur **l'avenir**. En ce qui concerne **Berlin**, vous connaissez tous quel est en fait l'enjeu de la crise. Pas plus que nous, les gouvernants soviétiques n'ignorent que si l'Allemagne était réunifiée, ainsi que nous autres Occidentaux le désirons, sur la base de l'autodétermination et des élections libres, leurs fantoches communistes seraient balayés dans la journée. La soi-disant « République démocratique allemande » est une plante trop tendre pour être exposée aux rudes vents de la vraie démocratie.

Empiètements communistes.

Par contre, ils veulent se servir de cet outil pour réaliser leurs objectifs à long terme : la neutralisation de l'Allemagne ; le retrait hors du territoire de l'Allemagne fédérale de ces troupes alliées qui sont actuellement le meilleur gage de sa sécurité ; la démilitarisation de l'Allemagne tout entière ; l'abandon par l'Allemagne du Pacte atlantique ; enfin la désagrégation de ce pacte lui-même. Face à cette menace, quelle a été la réaction de l'Alliance ? Tout d'abord, il fallait être militairement fort. Je n'entrerai pas ici dans le détail de tout ce qui a été fait ni de tout ce qui reste à faire. Toujours est-il que depuis que la crise de Berlin a pris la tournure que vous savez, les puissances de l'Alliance ont fait un effort militaire plus que considérable et cet effort constitue, à mes yeux, une des plus sûres garanties que les Soviétiques hésiteront avant de se lancer dans des aventures.

Mais une réaction de caractère purement militaire ne suffisait pas. Il fallait la compléter en prenant sur le terrain politique les mesures qu'imposait la situation. A maintes reprises, le gouvernement soviétique avait affirmé sa volonté de négocier. Mais — si épris que nous soyons de paix et de négociations — n'oublions pas certaines choses essentielles. Depuis dix-sept ans que nous essayons de vivre en paix avec les Soviétiques à Berlin, nos positions se sont peu à peu effritées devant les empiètements communistes. Il en résulte que la marge des concessions possibles est devenue périlleusement



étroite. Nous sommes déjà au bord de l'abîme. En faisant des concessions supplémentaires nous risquons de compromettre définitivement nos positions essentielles. C'est à cela qu'il faut penser lorsqu'on parle de l'intransigeance des Occidentaux.

De Berlin, passons aux Nations Unies. Cette organisation a subi une profonde évolution depuis quelques années. Le nombre de ses membres est passé de cinquante à cent quatre. Il est venu s'adjoindre aux débats de New-York toute une foule de jeunes nations inexpérimentées, manquant de cadres, ombrageuses, incapables souvent de se débarrasser du complexe d'un colonialisme qui appartient à un passé de plus en plus lointain ; incapables, la plupart du temps, de distinguer entre les objectifs de ceux qui depuis vingt ans ont donné la liberté à plus de six cents millions d'hommes et les visées de ceux qui ont réduit à l'esclavage des centaines de millions d'êtres humains, en attendant d'étendre leur domination au monde entier.

Démagogie à l'O.N.U.

Il en est résulté les difficultés que vous savez. On assiste dans tous les domaines à des manifestations de démagogie, conduisant au bout de débats où les délégués rivalisent de rhétorique et d'irresponsabilité à des résolutions souvent inapplicables et parfois même dangereuses. Cette tendance a été marquée surtout dans deux domaines d'un intérêt particulier pour notre Alliance, celui de la décolonisation et celui du désarmement et des armes nucléaires. A l'heure actuelle, la mode est à dénigrer le colonialisme. Pour ma part, je ne crois pas que l'image qu'on se fait actuellement de l'ère coloniale, soit la bonne ; et je suis porté à croire que l'expansion impériale des XVIII^e et XIX^e siècles était une évolution inévitable et dans l'ensemble salutaire.

Il n'en reste pas moins que l'époque dite impérialiste a vécu. Ceux qui s'opposent à toute évolution risquent d'être emportés. Si le monde libre doit survivre, il faut qu'il évolue. Ce n'est pas là, chez moi, une conviction qui date d'hier. Au lendemain de la guerre, comme ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, j'ai pu jouer un certain rôle en engageant mon pays dans la voie de la décolonisation. Mais il ne faut pas croire pour autant que l'on puisse passer du colonialisme à l'indépendance comme certains le prétendent, du jour au lendemain. L'exemple du Congo est là pour nous le prouver. En politique internationale, l'idéalisme est un concept nécessaire, mais parfois dangereux. Appliqué inopportunément, il peut conduire au chaos ; et le chaos, c'est le terrain d'élection des communistes.

Idéalisme et convoitises.

Sur le plan du désarmement et des armes nucléaires, le même spectacle se présente à nos



yeux. Ici aussi, l'idéalisme des uns ne sert qu'à provoquer les convoitises des autres. Depuis des années déjà, certains pays, les uns, sans doute, dans un louable souci d'humanité, les autres, peut-être, dans des intentions moins avouables ont élaboré toute une série de propositions tendant à limiter la diffusion des armes nucléaires, à instaurer des zones dénucléarisées en diverses parties du monde, et ainsi de suite.

Je veux croire que les auteurs de ces textes sont animés, pour la plupart, de l'idéalisme le plus pur. Mais le fait est que dans l'état actuel des choses, l'équilibre des forces dans le monde et par conséquent la sauvegarde de la paix dépend essentiellement du maintien du « deterrent » occidental. Il est aussi de toute évidence que de telles propositions, si jamais elles étaient mises en vigueur, remettraient en cause les fondements mêmes de la politique défensive de l'OTAN.

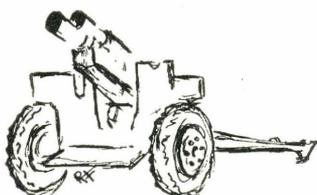
Mais il ne faut pas non plus voir trop noir. Bientôt, les peuples du tiers monde perdront de plus en plus de leurs complexes. Déjà, ils ont beaucoup perdu de leurs illusions sur les Soviétiques. Si les Soviétiques n'ont pas pu s'emparer du Congo, si le danger de la « troïka » a été dans une large mesure écarté, c'est grâce à cette prise de conscience nouvelle. Il est vrai que les Nations Unies, telles qu'elles existent, ressemblent bien peu à l'organisme idéal dont nous avions rêvé à l'issue de la guerre. Mais ce serait une imprudence grave que de l'abandonner à ceux qui ne songent qu'à exploiter les Nations Unies à leurs propres fins.

De New-York passons, sous le signe toujours de l'ONU, à Genève. Quoi qu'en disent nos adversaires, nous ne sommes pas des fauteurs de guerre. Nous voulons la fin des tests nucléaires. Nous voulons le désarmement général et complet. L'Occident ne demande pas mieux que de signer des accords sur les deux questions. Mais n'oublions pas qu'il s'agit ici de notre survie à nous tous. Pour le moment, notre sécurité, si en pareille situation on peut parler de sécurité, est basée sur un équilibre délicat des forces en présence. Nous ne pouvons pas accepter des accords dont l'unique résultat serait d'ébranler cet équilibre. Nous ne pouvons accepter

de limiter notre liberté d'action que si les autres font preuve de leur bonne foi en acceptant, eux, des mesures efficaces de contrôle, et, comme vous le savez bien, il n'y a pas de surveillance efficace sans inspection sur place. Or, jusqu'à maintenant, les Soviétiques se sont obstinément refusés à tout système de contrôle qui comporte une surveillance quelconque sur leur territoire.

En ce qui concerne le désarmement les mêmes soucis nous animent. D'abord, il faut maintenir, à chaque étape du désarmement, l'équilibre des forces. Ensuite, il faut qu'il soit possible à tout moment de vérifier la façon dont les engagements sont tenus et les mesures de désarmement exécutées.

Or, que proposent, à ces deux égards, les dirigeants du bloc soviétique ? Le projet russe, dans une première étape d'une durée de quinze mois seulement, prévoit la destruction des moyens de lancement des armes nucléaires et l'élimination des bases situées en territoire étranger. Donc plus de «deterrent», plus de troupes américaines, canadiennes ou britanniques sur le sol européen. L'Union soviétique, bien entendu, garderait ses forces dotées d'armes classiques et ces forces n'auraient désormais devant elles que des effectifs amputés de la plus grande partie de leur puissance. Quant au plan Rapacki que les Polonais viennent de réintroduire, sous une nouvelle version à Genève, il prévoit la création d'une zone dénucléarisée en Europe. Mais ce plan Rapacki n'envisage aucune mesure de dénucléarisation à l'égard des armes atomiques situées en Union soviétique et dont cette dernière menace constamment de faire usage contre l'Europe Occidentale.



Du désarmement, j'en viens à l'armement : aux questions militaires et stratégiques. Les conditions qui existaient au moment de la création de l'Alliance ont été profondément modifiées. Pendant un certain temps, l'Occident a pu considérer qu'il avait le monopole virtuel de la puissance atomique. Par contre, nous étions, pour le moins dans le secteur européen, dans un état d'infériorité très marqué en ce qui concernait les forces classiques. Maintenant, l'inégalité du point de vue des forces classiques s'est quelque peu redressée. Toutefois, au point de vue des armes nucléaires, nous nous trouvons en face de ce que j'ai appelé une situation d'abondance nucléaire — ce qui revient à dire que

les deux adversaires disposent d'assez d'armes atomiques pour s'anéantir réciproquement, même dans le cas d'une attaque par surprise.

Invitation au suicide.

Il est certain que les puissances occidentales jouissent encore, en ce qui concerne les armes nucléaires, d'une supériorité très marquée. Toutefois, le fait que la puissance nucléaire soviétique s'est accrue a modifié la situation stratégique. Aussi bien que nous, les Soviétiques savent que la guerre totale, c'est l'invitation au suicide. Mais précisément parce que dans le cas d'une guerre totale, il n'y a pas d'autre issue que l'anéantissement mutuel, peut-être céderaient-ils à la tentation de miser sur la répugnance des Occidentaux à déclencher la guerre atomique, et de courir leur chance dans une aventure d'envergure moins importante, aventure qui, à leurs yeux, ne comporterait pas le risque d'une réaction nucléaire de la part de l'Occident.

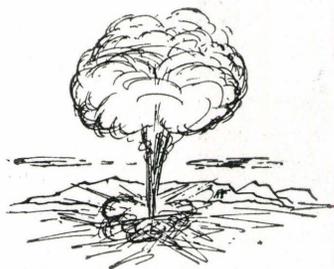
Rien, dans notre propre comportement ne doit encourager un tel calcul. L'adversaire doit être convaincu que nous sommes fermement déterminés à résister à n'importe quelle agression de n'importe quelle envergure et que nous en avons la possibilité. Pour arriver à un tel résultat nous devrions faire en sorte que nos forces classiques soient suffisamment puissantes pour jouer pleinement leur rôle dans le «deterrent» de l'Alliance. Le résultat, assez paradoxal du reste, de l'accroissement de la puissance nucléaire soviétique a donc été d'augmenter l'importance que nous attachons au niveau de nos forces à armements classiques.

Un certain risque.

Toutefois, que personne ne croie que cela justifie une diminution en quoi que ce soit de l'importance de nos forces de dissuasion nucléaires. Il faut donner à nos moyens de défense toute la souplesse désirable. Il faut mettre les forces de l'Alliance en mesure de faire face à toutes les éventualités qui pourraient se présenter. Les armes atomiques constituent encore à présent la base même du «deterrent». Il ne peut pas être question de les affaiblir. Les doctrines stratégiques sont en pleine évolution. Il est bon, il est même indispensable que nous discutions, au sein de l'Alliance, de ces questions d'une importance capitale. Mais en tout cela, il y a un certain risque.

Jusqu'à ce jour, l'OTAN dépendant uniquement de la capacité de représailles nucléaires des Etats-Unis et du Royaume-Uni, il en est résulté un certain déséquilibre au sein de l'Alliance, déséquilibre qui s'est accentué du fait de la part prépondérante que prennent nécessairement les Etats-Unis à son effort militaire en tous les domaines. Face à cette puissance prépondérante, les autres alliés ont eu parfois tendance, soit à croire qu'on tient trop

peu compte de leurs intérêts, soit à douter de la valeur réelle de la contribution qu'ils apportent à la défense commune. De là l'importance capitale des efforts que vient de faire le gouvernement des Etats-Unis en vue d'associer ses alliés européens à sa politique nucléaire. En évoquant la possibilité d'aider l'OTAN à créer une force nucléaire multilatérale et, dès maintenant, d'associer davantage leurs alliés à la décision pour l'utilisation éventuelle des armes nucléaires grâce à un système de consultation plus étendu, le Président Kennedy a fait un grand pas en avant.



De même que dans le domaine des forces classiques, la présence en Europe des forces américaines et canadiennes a établi entre l'Europe et l'Amérique des liens indissolubles, de même l'offre faite à Ottawa en mai 1961 nous ouvre la possibilité de créer des liens analogues dans le domaine nucléaire. Ce serait fort regrettable si elle demeurait sans réponse.

Je ne crois pas à la guerre. Mais il faut que nous restions forts et unis pour tenir toujours pré-

sents à l'esprit des Soviets les risques énormes que comporte pour eux une politique d'aventure.

Je ne crois pas non plus à une solution prochaine de la question de Berlin ni de la question allemande qui l'englobe. Mais je crois qu'il sera possible d'arriver à un « modus vivendi » acceptable de part et d'autre, à condition que nous restions souples en matière de tactique et fermes sur les questions de substance.

Je ne crois pas que les Soviets feront des progrès majeurs dans le monde non engagé, à condition toutefois que l'Occident déploie tout son tact et toute sa patience, et qu'il fasse dans les pays sous-développés un effort énorme tant sur le plan économique et social que sur le plan politique.

Je crois qu'il existe dans le camp communiste de très fortes tensions, tensions qui pourraient très bien s'aggraver encore. Pour le moment, je ne vois pas pour l'Occident la possibilité d'en tirer parti. Mais la situation peut évoluer d'un moment à l'autre, et nous devrions nous tenir prêts pour une réaction rapide et décisive.

Je sais bien que dans notre camp à nous, il existe aussi des tensions latentes et des discordes possibles. Mais je ne crois pas qu'il existe au monde une force capable de rompre l'unité que nous forçons depuis treize ans. Au contraire, je vois dans notre Alliance un puissant pôle d'attraction pour tous les pays et tous les peuples épris de liberté.

Enfin, je crois fermement à l'avenir de l'OTAN, pierre angulaire du monde libre tout entier. Notre cause est celle de la paix, de la justice et de la liberté ; à la longue, j'en suis sûr, elle triomphera.

DIRK U. STIKKER.

(Extraits d'un récent discours.)



L'OTAN EST NÉCESSAIRE

« Pourquoi les Etats-Unis soutiennent-ils l'OTAN avec tant d'enthousiasme ? Parce que c'est notre politique et notre conviction nationale que l'OTAN est nécessaire à la cohésion et, en conséquence, à la survie de chacun des membres de la Communauté Atlantique — y compris les Etats-Unis.

Nous croyons que l'Europe, en l'absence de l'engagement des Etats-Unis de soutenir automatiquement par sa puissance tout pays de l'OTAN qui serait attaqué, serait à la merci des Russes. Et nous croyons que les Etats-Unis, s'ils n'étaient pas liés par des liens aussi solides que ceux qui unissent les pays de l'OTAN, courraient le risque de devenir une simple enclave dans un monde communiste.

Dans les limites prévisibles de l'avenir, on peut considérer que les peuples de la Communauté Atlantique seront à même de résister à la menace communiste. Mais à une condition. C'est que la Communauté Atlantique, non seulement maintienne son unité à son niveau actuel, mais encore accroisse beaucoup plus l'efficacité de ses institutions communes ainsi que l'étendue de sa solidarité militaire, économique et avant tout politique. »

M. Finletter, Représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'OTAN et de l'O.C.D.E. au dîner de l'A.F.C.A.

U.R.S.S. :

HOMME CONTRE IDÉOLOGIE



*L'Université de Moscou,
fondée en 1755.*

Photos du Bureau de l'Information soviétique (Unesco)

DEPUIS la fin de la deuxième guerre mondiale, le principal problème auquel aient eu à faire face l'Europe occidentale et les Etats-Unis découlait de l'expansion agressive de la puissance de l'Union Soviétique, puissance nourrie par une foi implacable. Bien que les communistes affirment que les pays de l'OTAN se sont ligués dans le dessein de détruire en fin de compte l'U.R.S.S. par la force des armes, notre seule tâche a été — et reste — de veiller à ce que les Etats européens non communistes, membres de l'Alliance Atlantique, ne tombent pas sous la domination de la puissance militaire soviétique. Jusqu'à ces derniers temps, nous étions si préoccupés par les aspects purement militaires du « statu quo » que nous avions tendance à négliger les incidences plus larges de ce que le Kremlin a qualifié de « lutte totale pour l'avenir de l'humanité ». Pour l'Ouest, il y a quinze ans c'était une question de survie. Depuis lors, peu à peu et dans une certaine mesure imperceptiblement, l'axe du problème s'est déplacé. Aujourd'hui, il est admis de part et d'autre de l'Elbe que le « pat » nucléaire a rendu la guerre moins probable ; la question qui se pose n'est plus : « Comment ne pas tomber sous la domination russe ? » mais : « Pouvons-nous coexister avec les Russes ? ».

Plusieurs facteurs ont permis cette évolution, aussi limitée soit-elle. Unité, fermeté et persistance, telles sont quelques-unes des contributions de l'Ouest. La mort de Staline et la réévaluation

subséquente des méthodes soviétiques (mais non pas nécessairement des doctrines) par M. Khrouchtchev représentent les concessions du Kremlin. Le règne de M. Khrouchtchev a eu entre autres pour conséquence importante un relâchement de la tension intérieure en Union Soviétique et l'apparition, après plus de quarante années d'oppression paralysante, d'un citoyen soviétique qui n'accepte plus automatiquement tout ce qu'on lui dit, qui commence à penser par lui-même, qui pose des questions, se plaint, et dont la vie n'est plus soumise au premier chef à l'influence corrosive de la peur. Un homme nouveau est né en U.R.S.S. et de nombreux signes — heureux à nos yeux — semblent indiquer que son évolution n'est pas tout à fait celle prévue par ses gouvernants.

A sa session d'octobre 1961, le Congrès du Parti communiste a suffisamment levé le voile pour que nous puissions constater que la société russe de 1962 est très éloignée du tableau idéal d'unité monolithique brossé par la propagande soviétique. La nature humaine, dédaigneusement écartée par les pseudo-savants du marxisme-léninisme, est une force avec laquelle il faut compter dans la Russie contemporaine.

La déstalinisation.

En gros, le congrès a approuvé trois objectifs principaux : déstalinisation, amélioration de l'efficacité administrative et économique, et forma-

tion d'un homme nouveau, digne des fruits du communisme qui doivent être récoltés au cours de ce siècle. La déstalinisation de la société soviétique est le pivot de la vie en Russie. M. Khrouchtchev et ses acolytes savent parfaitement que personne en U.R.S.S. ne leur fera confiance s'ils ne continuent pas de dénoncer les crimes de l'ère stalinienne et ne garantissent pas qu'ils ne se reproduiront jamais. Pour faire figure de dirigeants dignes du pays, ils doivent accomplir deux choses : souiller tous leurs adversaires de la flétrissure du stalinisme tout en persuadant le pays que le Parti communiste a toujours été un serviteur fidèle des masses. En un sens, l'ex-dictateur domine toujours la scène politique en U.R.S.S. ; non pas que le stalinisme en lui-même exerce encore une quelconque influence, mais seulement pour rappeler que « le mal que font les hommes dure plus longtemps qu'eux ».

La tâche qui attend les autorités soviétiques dans leur « nettoyage de la société » n'est pas facile. Les millions d'hommes qui ont survécu à la terreur stalinienne se rappellent les millions d'hommes qui en sont morts. Ils se rappellent aussi que le Parti ne s'est pas une seule fois opposé à l'action de Staline du vivant de celui-ci. Il est difficile de voir comment l'homme de la rue soviétique peut conserver une foi quelconque en l'infaillibilité du Parti quand on lui parle non seulement des monstruosités qui ont été commises pendant l'ère stalinienne mais encore quand il entend maintenant qualifier les dirigeants soviétiques qui ont gouverné le pays après la mort de Staline de « fourbes sans principes... misérables proscrits... renégats... faillis politiques... mercenaires... »

Peu importe que ces descriptions s'appliquent ou non. Aucun enseignement, aucune propagande n'empêcheront l'homme de la rue soviétique, qui commence à penser tout haut, de conclure qu'il doit y avoir quelque chose d'essentiellement pourri derrière les murs du Kremlin.

Les autorités soviétiques soutiennent bien entendu que le stalinisme est une chose du passé : une période de l'histoire du pays qui ne pourra jamais revenir. Elles ont peut-être raison, le peuple russe et le reste du monde ne peuvent que l'espérer. Mais quand bien même les successeurs de Staline (ceux qui sont actuellement au pouvoir) auraient débarrassé le parti des « sycophantes et des chanteurs d'hosanna », il leur reste un long chemin à parcourir avant de pouvoir prouver ce qu'ils proclament quotidiennement, à savoir qu'ils conduisent un peuple uni vers le millénaire communiste. Une nation, qui pendant des dizaines d'années, n'a connu ni liberté ni justice, devient extrêmement pragmatique. Le citoyen soviétique a adopté une attitude de « Wait and See » : il juge d'après le résultat et non d'après des promesses. Il est vrai que les conditions de vie en U.R.S.S. s'améliorent et que les plans d'avenir font présager de nouvelles améliorations.

Quelles que soient les divergences idéologiques entre l'Est et l'Ouest...



... les points de vue sur la façon d'utiliser le temps libre sont universels.



Le problème qui se pose aux dirigeants soviétiques est de savoir s'ils pourront « livrer » suffisamment vite, ou bien si la demande — qu'il s'agisse de plus de liberté ou de machines à laver — continuera de surpasser l'offre.

Au congrès du Parti, les orateurs ont cité de nombreux exemples qui indiquent que la bureaucratie soviétique continue à présenter deux graves

défauts : d'une part le désir des dirigeants de se distinguer du reste de la nation et leur tendance à faire bon marché des aspirations du nouveau citoyen soviétique. M. Khrouchtchev lui-même a parlé de « fonctionnaires dépourvus d'énergie et d'initiative qui aiment vivre aux frais de l'Etat... qui falsifient les rapports... pour qui la seule chose importante est ce qu'ils pensent eux-mêmes... qui sont devenus un obstacle... » Il a flétri les communistes « qui ont perdu le sens de leurs responsabilités à l'égard du Parti et du peuple », et il a pensé que les modifications aux règles du Parti, ultérieurement approuvées par le congrès, créeraient les conditions préalables nécessaires pour « lutter résolument afin que des individus ne dépendent plus personnellement des caprices de leurs supérieurs, pour supprimer les éléments de népotisme et la dissimulation qu'il entraîne des insuffisances et des erreurs... »

Il est intéressant de citer certains des exemples qui ont été invoqués au congrès, ne serait-ce que parce qu'ils montrent que même l'élite du pays — c'est-à-dire cinq pour cent de sa population — viole fréquemment les normes de moralité mêmes qu'elle prétend inculquer à l'ensemble de la nation. En avril 1961, le premier ministre et le premier secrétaire du Parti du Tadjikistan qui compte deux millions d'habitants ont été destitués parce que, « depuis trois ans, ils trompaient l'Etat et falsifiaient les comptes ». Dans la région de Tchéliabinsk, plusieurs hauts fonctionnaires ont annoncé la réalisation du plan de construction de logements alors que quinze pour cent des maisons n'étaient pas terminées. Dans la province de Kouibychev, les ouvriers d'une usine de produits chimiques se sont plaints de ce qu'ils appelaient « une gestion maladroite et autres abus ». Ils écrivirent au Comité central du Parti à Moscou qui reconnut le bien-fondé des plaintes, mais il ne se passa rien parce que le directeur de l'usine, de connivence avec les instances locales du Parti, renvoya les auteurs de la lettre. Et les exemples de l'intervention bureaucratique de se succéder : ici une municipalité du Sud Kazakstan interdit la vente du chachlik (spécialité de viande locale) après dix-sept heures ; là, un comité exécutif de district décrète que les citoyens ne peuvent se marier que le samedi et, ailleurs encore, un autre organisme établit un horaire officiel pour les activités quotidiennes des cultivateurs.

Code de morale soviétique.

C'est dans ce climat qu'est maintenant façonné « l'homme nouveau, membre de la société communiste ». Le congrès du Parti a adopté un « code moral des édificateurs du communisme » qui contient un certain nombre de principes, admirables en eux-mêmes, devant régir le comportement des Russes. Citons parmi les qualités exigées : « humanité dans les rapports et respect mutuel des individus... honnêteté et loyauté... pureté morale, modestie et simplicité dans la vie sociale et privée... respect

réci-proque au sein de la famille et souci de l'éducation des enfants... fermeté à l'égard de l'injustice, de la malhonnêteté, de l'arrivisme et de la cupidité... » Le fait même que le Parti ait dû énoncer ces règles indique qu'elles ne sont pas généralement observées. Pour des yeux occidentaux, il y a quelque chose d'incongru (voire d'anormal) dans le fait qu'un Etat — parce que, dans la pratique c'est le Parti qui représente l'Etat en U.R.S.S. — doive édicter des règles qui, dans d'autres sociétés sont (quoique peut-être pas toujours avec bonheur) laissées à l'initiative des particuliers. Certaines des attitudes exigées par le Parti semblent aller de soi ; d'autres sont tirées tout droit d'un manuel de « Bon scout ». Il y a une note d'étrangeté dans la description, faite par M. Khrouchtchev, du citoyen soviétique de l'avenir en qui « seront harmonieusement combinées la richesse spirituelle, la pureté morale et la perfection physique » ; c'est là un personnage qu'on ne peut qualifier autrement que de « super-Ivan » et que l'on trouvera plus vraisemblablement dans les bandes dessinées des journaux.

« Survivances du capitalisme ».

Le souci qu'ont les autorités de façonner le citoyen soviétique montre qu'elles sont loin d'être satisfaites de l'évolution de sa personnalité. D'après les communistes eux-mêmes, il y a dans le pays « des éléments antisociaux qui volent la société, qui acquièrent des revenus de sources autres que le travail et qui mènent une existence de parasite »... De tels éléments ne sont pas inconnus hors des frontières de l'Union soviétique. Nul pays n'en est fier et M. Khrouchtchev a tout à fait raison de lutter contre eux. Mais les pays non communistes ne prétendent pas avoir institué un système politique qui a mis au point « scientifiquement » la façon de supprimer les manifestations antisociales. Nous n'estimons pas qu'il appartienne à l'Etat de le faire. De leur propre aveu, les communistes ont prouvé qu'ils ont à faire face à des problèmes qui, si leur « credo » est valable, ne devraient pas exister du tout.

Le Kremlin rend responsables de toutes les imperfections de la société soviétique ce qu'il appelle « les survivances du capitalisme dans l'esprit et le comportement du peuple ». M. Frol Kozlov, membre du présidium et secrétaire du Comité central du Parti (en qui de nombreux observateurs voient le successeur de M. Khrouchtchev) a dit au congrès que les survivances du passé ne sont pas entièrement effacées de l'esprit et de la conduite du peuple soviétique ; il cite notamment : « le mépris du travail et des travailleurs, la tendance à vivre aux frais de la société, un état d'esprit propice à la propriété privée, une conduite incorrecte au travail et au foyer, ainsi que les préjugés religieux dont il a été dit plus tard qu'ils sont : « tenaces et encore répandus dans certains milieux ». Un autre orateur, plus net, a précisé que « des millions d'hommes en sont la proie ».

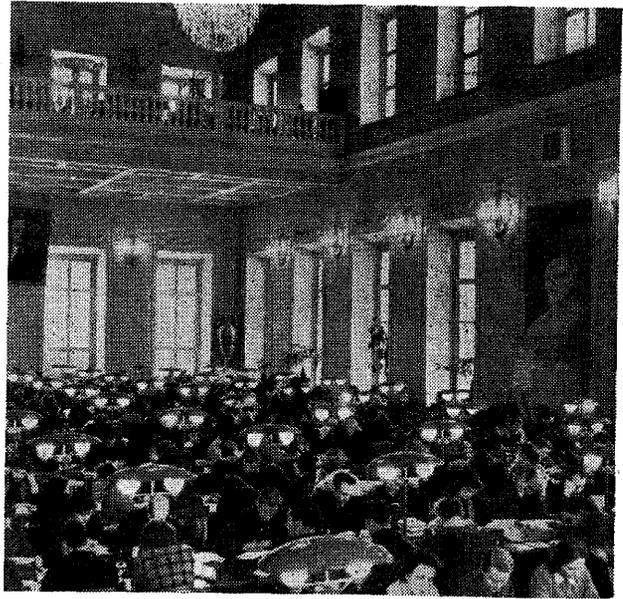
Les Communistes ont pris le pouvoir en 1917. Un enfant né dans les premières années d'existence de l'Etat soviétique aurait maintenant plus de quarante ans. On voit difficilement comment un citoyen russe de moins de cinquante ans peut être influencé par les survivances d'un passé qu'il n'a jamais connu et contre lequel il est mis en garde depuis le berceau. Ce que combattent les communistes, naturellement, c'est le désir qu'a tout homme d'organiser sa vie au mieux de ses possibilités ; cela est difficile partout, mais c'est seulement dans un Etat communiste qu'on l'empêche de le faire.

Egalement encourageant, et plus significatif encore, est le fait que le communisme trouve très difficile de façonner la génération montante. Lors d'une conférence sur la propagande idéologique en U.R.S.S., M. Ilyitchev, un des secrétaires du Comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique, a souligné en décembre dernier que le Parti et le grand public doivent faire porter leurs efforts sur l'éducation des travailleurs « et, au premier chef, de la jeune génération » dans le sens du communisme. « Nous devons », a-t-il dit, « développer encore plus énergiquement le sens patriotique du peuple soviétique et inculquer aux travailleurs, et notamment aux jeunes, un sentiment d'orgueil national et la fierté d'être citoyen de la grande et noble Union Soviétique, enseigner aux jeunes les traditions révolutionnaires du passé, l'esprit héroïque du présent et les idéaux de l'avenir ».

Critiques intérieures.

Pour les jeunes de Russie, Staline n'est qu'un nom. Ils n'ont jamais souffert eux-mêmes des excès de son autorité, mais leur confiance dans le système et le Parti doit être sérieusement ébranlée par l'actuel dénigrement de son ère. Ils se soucient bien peu des « traditions révolutionnaires du passé » et sont, dans une mesure très surprenante, sceptiques quant à l'avenir. Comme beaucoup de jeunes, partout, ce qui les intéresse, c'est le présent et ils voient que nombre de leurs désirs se heurtent aux exigences quelque peu puritaines et austères du Parti. Bien qu'ils ne constituent certainement pas une force politique cohérente en Union Soviétique, ils commencent à influencer sur l'orientation sociale de la vie, bien que, par tempérament, ils soient hors de cadence avec la marche en avant idéologique ; ils ne boudent pas de mécontentement, mais ne sont certainement pas les champions ardents de toutes les directives élaborées par le Parti communiste. Ils sont en train de sortir de l'impasse sentimentale où le peuple entier avait été poussé par l'autocratie de Staline.

De plus en plus, le Kremlin est obligé de donner au bien-être de ses sujets le pas sur ses propres objectifs politiques. Petit à petit le peuple de Russie — les survivants meurtris de l'âge stalinien

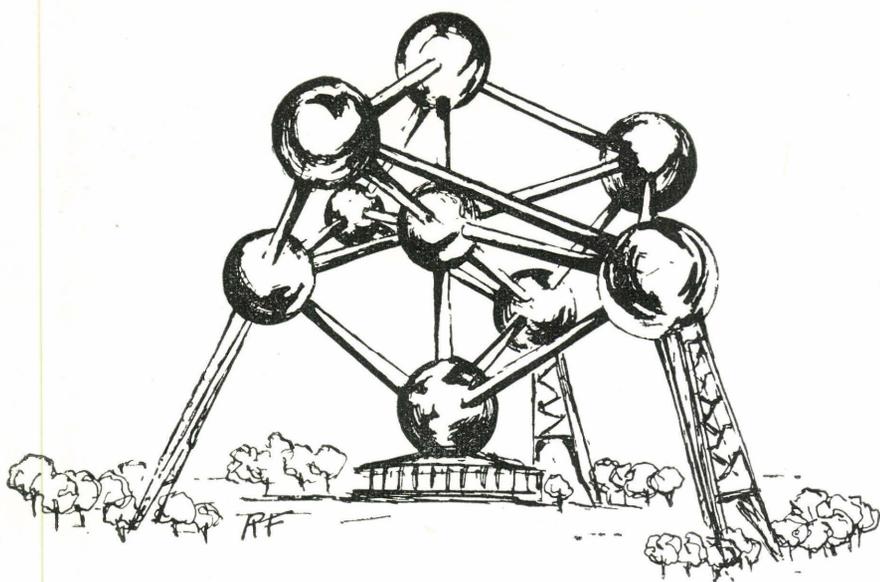


Dans la bibliothèque de Moscou qui porte son nom, un buste de Lénine surveille les jeunes générations de l'U.R.S.S.

et les hommes et femmes de moins de trente ans — ont de plus en plus l'occasion, non seulement d'exprimer leurs sentiments, mais également de mener leurs propres affaires à l'échelon du conseil municipal, du syndicat ou du club. Beaucoup de leurs idées et idéaux ne concordent pas avec les objectifs du Parti. L'écrasante majorité des citoyens soviétiques croit au slogan « tout pour mon pays, qu'il ait tort ou raison » sur le plan international. Devant une menace extérieure, ils se dresseront comme un seul homme pour défendre leur « Petite mère Russie ». Mais ce n'est pas la même chose que l'acceptation unanime de tous les aspects de la politique soviétique intérieure, dont beaucoup sont critiqués, voire volontairement ignorés.

Plus grande sera l'influence acquise par l'immense masse amorphe qui vit en U.R.S.S., plus grande sera la chance que les peuples de l'Est et de l'Ouest puissent vivre ensemble, non pas seulement en une « coexistence pacifique » mais en paix, ce qui est bien différent. Cela n'arrivera pas du jour au lendemain. L'évolution de la société soviétique est un processus très lent. Depuis la mort de Staline, la température du climat politique en Russie a subi des fluctuations considérables. Le dégel s'est parfois fortement rapproché du point de congélation. Mais l'hiver du désespoir et de l'apathie est une saison que le peuple russe a laissée derrière lui. Tant qu'il continuera à faire deux pas en avant et un pas seulement en arrière, on peut espérer qu'il arrivera finalement à nous tendre la main pour franchir l'abîme qui déchire le monde.

« JUSTAN »



Lettre de Bruxelles

PAYS D'ENTRE-DEUX. Le terme a été consacré par les meilleurs historiens. De l'ancien Empire de Charlemagne se détachait une certaine Lotharingie qui, de Bâle à Amsterdam, a son génie propre, un singulier brassage de latin et de german. La Belgique, à cet égard, ménage tous les inattendus. Liège, ville wallonne, a vécu pendant neuf siècles dans l'orbite impériale et allemande, et toute son architecture en témoigne. Bruges, au contraire, est fille de France d'abord, puis capitale des ducs de Bourgogne, et ses monuments civils et religieux nous disent assez que toute civilisation y venait du Sud. Ne nous laissons pas déconcerter par ces contradictions. Le royaume est né en 1830 d'une séparation violente où la dynastie d'Orange-Nassau fut accusée d'arbitraire et de « tyrannie ». Or, depuis 1945, se prolonge la lune de miel bénélucéenne. Ainsi en ont décidé les grands courants de l'histoire.

La doctrine belge, en politique extérieure, était, jusqu'en 1940, de ne s'engager nulle part. Aucune alliance. Aucun traité. Il y avait eu, de 1920 à 1936, un accord militaire avec la France, mais que l'évacuation de la Rhénanie rendait caduc. Pas d'aventure.

La doctrine belge, depuis 1945, consiste à prôner toutes les alliances, Benelux, C.E.C.A., Europe des Six, et surtout OTAN. C'est que le vent a tourné et que, en nautoniers réalistes, les gouvernants de Bruxelles ont su amener la voile. Le danger vient de l'Est et l'Europe dont on rêve à Bruxelles est supranationale mais aussi atlantique. Trois hommes se sont succédé au ministère des Affaires Etrangères de Bruxelles depuis 1944, MM. Spaak, Van Zeeland et Wigny. Avec des caractères différents, des langages différents, un ton différent, ils ont défendu une thèse exactement sem-

blable. Une espèce d'impératif commun les guide, que les trois partis nationaux subissent avec une même allégresse.

Ces trois partis sont le libéral, le social-chrétien et le socialiste, eux-mêmes divisés en ailes flamandes et en ailes wallonnes. Ici se complique le casse-tête de la vie politique belge. M. Sauvy, professeur au Collège de France et auteur d'un savant rapport sur la démographie en pays wallon, nous a démontré récemment que le tableau des forces vives de la Belgique pouvait se dessiner comme suit :

Taux de la natalité par 1.000 habitants			
	Flandre	Wallonie	Bruxelles
1901-1905 ...	32,6	23	24,6
1936-1939 ...	18,6	11,9	11,6
1943-1950 ...	18,4	16,2	13,4

En Flandre non plus, nous le constatons, la natalité n'est pas demeurée « explosive » comme en 1900. La Wallonie, pays du charbon, a connu en 1939, ses plus basses eaux. La Flandre n'a pas cette excuse mais a quitté tout de même l'« optimum géographique » recommandé par M. Sauvy.

Ceci a son importance. Il n'en reste pas moins que, au rythme actuel, la population **active** de Flandre sera, en 1975, deux fois plus importante que celle de Wallonie, soit une augmentation de 90.000 Flamands **actifs** pour 56.000 Wallons **actifs**.

A ces graves avertissements le pays wallon va-t-il réagir ? La langue flamande, au début de ce siècle, était inconnue au Parlement belge. Elle ne devient « langue administrative en pays flamand » qu'en 1921. Déjà, à la Chambre belge, en 1939, une moitié de l'assemblée parlait flamand. Depuis 1949, ce sont 104 Flamands pour 76 Wallons et 32 Bruxellois.

Un ancien ministre, député de Liège, M. Harmel, conseille aux Belges d'avoir trois « vies collectives ». En un article très remarqué d'une grande Revue, où il parle de la conscience wallonne et de la conscience flamande, il ajoute la conscience européenne et conclut curieusement :

« On doit vouloir que de rapports tellement modifiés naissent un nouveau patriotisme ; il n'est plus unique mais triple ; notre patrie sera à la fois la Wallonie et la Flandre, la Belgique et l'Europe. »

Pragmatisme belge.

Ces variations sur les différents patriotismes belges affecteront-elles la politique extérieure de la Belgique ? Nous ne le pensons pas. A travers tout, les Belges, en politique extérieure, demeurent des pragmatistes. MM. Van Zeeland et Wigny, au Ministère des Affaires Etrangères, représentaient le P.S.C. tandis que M. Spaak est né et a grandi au sein du P.S.B. Soyons certains qu'un ministre libéral eût fait de même. Le Parti Libéral s'appelle maintenant Parti de la Liberté et du Progrès. Ce P.L.P., réfugié dans l'opposition, ne réunit à la Chambre que 20 députés sur 200. Des élections nouvelles doubleraient certainement cet effectif. Le gouvernement Lefèvre-Spaak n'est pas aimé de tout le monde en Belgique. Sans doute est-ce pour des raisons purement économiques. L'Ecole libre, vieux cheval de bataille des catholiques, est bien pourvue depuis le Pacte scolaire de 1959. L'affaire congolaise est, hélas ! liquidée. On ne se dispute plus, en Belgique, que pour la grammaire et pour les impôts. Quant à la politique étrangère, on se rallie volontiers aux formules spaakiennes pour deux raisons.

D'abord parce que tous les Belges se disent, au fond d'eux-mêmes : « l'Europe et la communauté atlantique, ce n'est pas nous qui en déciderons. Voilà qui est affaire de grandes puissances. France, Allemagne, Angleterre, grands personnages sur la scène atlantique, disposent de moyens qui dépassent de si loin les nôtres. Quant aux Etats-Unis, hâtons-nous de recueillir leur faveur. »

Ensuite parce que, cette première raison entraînant l'autre, les Belges ne désirent pas que ces hautes décisions se prennent à leur insu. Voilà pourquoi, neutralistes avant 1940, ils sont devenus depuis 1945, si « covenantaires ». Le supranational dans l'Europe intégrée convient à leur tempérament comme à leur dimension. S'il faut « faire l'Europe », encore convient-il de la faire avec eux et sur ce pied de complète égalité qui les met au niveau des Grands. Ainsi s'explique l'attitude de M. Spaak au cours de certaines réunions des Six. Or M. Spaak n'avait de meilleur allié, de meilleur émule en l'occurrence que son collègue de Hollande, M. Luns. Ici encore Belgique et Hollande se retrouvent en une même philosophie, nous allons dire en une même dimension.

M. Spaak passe à bon droit pour grande vedette internationale, une vedette atlantique. Chez certains Belges de la qualité d'un Wigny ou d'un Van Zeeland apparaît vite le désir de franchir les frontières de leur propre pays, de se faire cosmopolites. On crut le tour accompli pour M. Spaak quand on le vit s'installer à demeure au Palais de Chaillot. Puis, spontanément, repris par le mal du pays, il rentra à Bruxelles, posa sa candidature de député, refit le tour de son arrondissement natal, humant l'air, se refaisant simple citoyen, après la hautaine solitude de ses années récemment écoulées. Ces messieurs, à toutes les gloires, préfèrent à leurs collègues de Hollande, comme eux passionnément atlantiques, mais aussi passionnément hollandais. Dans ce pays toujours combattant « cette mer qui nous entoure », on pourrait parler d'insularisme hollandais.

Pays d'Entre-Deux. Belgique bilingue. Au total, nous voyons que Belgique et Hollande sont bien des « patries », et l'Europe des Patries, c'est chez elles que nous en retrouvons la notion la plus aiguë. Si les frontières sont les cicatrices d'une Europe déchirée par les guerres, alors la Belgique et la Hollande sont cicatrisées sagement, curieusement. Wallons, Flamands et Bruxellois, en se disputant, ne se grandissent pas. Ils n'en restent pas moins très « covenantaires », à l'échelle européenne, à l'échelle de l'OTAN. Et il en sera ainsi tant que l'Occident sera en danger, tant qu'il y aura une organisation atlantique.

CHARLES D'YDEWALLE.



LA SESSION MINISTÉRIELLE DE L'OTAN

Athènes

LE communiqué final de la treizième session ministérielle de printemps de l'OTAN résulte de ce que M. Dirk U. Stikker, Secrétaire général de cet organisme a appelé « la plus calme et une des meilleures sessions ministérielles que l'on ait vue depuis longtemps ». Il s'agit, selon les propres termes de M. Stikker du « résultat d'un honnête compromis ». Qui dit compromis dit divergences ; mais beaucoup d'entre elles ont disparu, quelques-unes ont été aplanies et les autres ont été complètement surmontées avant la clôture de cette session de quatre jours, le dimanche 6 mai. Certaines des décisions prises seront rendues publiques, d'autres seront révélées peu à peu et n'apparaîtront que rétrospectivement. De par leur nature même, une ou deux de ces décisions devront être mises à exécution sans bruit. Mais qu'elles soient publiques ou privées, elles seront appliquées dans l'esprit démocratique qui inspire l'Alliance Atlantique, laquelle implique l'égalité dans l'acceptation et le partage des responsabilités.

Cet esprit démocratique était présent lors des réunions tenues au Zappeion, à l'ombre de l'Acropole. Les séances elles-mêmes ne se sont pas déroulées sans tiraillements ni sans certains effacements, mais « l'ajustement » des positions nationales s'est partiellement effectué en dehors de la salle de réunion. L'activité diplomatique concernait surtout des problèmes qui, pour être bilatéraux, n'en avaient pas moins une incidence directe sur l'ordre du jour des ministres. Une partie de cette activité a permis de publier des articles sur des sujets dont la presse s'était emparée bien avant la session et qu'elle avait le plus souvent dénaturés.

La question de Berlin était, bien entendu, au premier plan, et le Conseil a réaffirmé ses engagements fondamentaux à cet égard, ainsi que son attachement aux principes énoncés dans la déclaration de 1958 sur Berlin. Un paragraphe de trois phrases dans le communiqué fait une synthèse de milliers de mots parlés et écrits et un résumé d'innombrables heures de discussion. Trois autres paragraphes, succincts, aux mots soigneusement pesés, mettent un terme aux conjonctures sur une question d'importance vitale : emplacement et disponibilité des armes atomiques nécessaires à la défense de l'OTAN.

Le communiqué déclare que « l'OTAN est une Alliance défensive, et il doit être clairement établi qu'en cas d'agression, elle défendra ses membres par tous les moyens nécessaires ». Venant d'Athènes, c'est là un message approprié. Athéna, déesse de la Sagesse, a pris plusieurs formes ; M. Constantin Caramanlis, Premier ministre de la

Grèce, a rappelé à son auditoire en inaugurant officiellement la session que, sous les traits de Promachos, elle tient la lance et le bouclier. Et il a ajouté : « la sagesse veut que nul ne demeure désarmé devant la menace du danger ».

Comment être armé ? Tel était le thème de la réunion séparée tenue par les Ministres de la Défense le 3 mai. Le communiqué ne dissimule pas qu'il y a eu des difficultés initiales, mais les pays membres se sont également engagés à faire de nouveaux efforts pour obtenir des résultats plus rapides. Les Ministres de la Défense ont traité principalement des questions de recherche, de mise au point et de production commune d'armements, et des procédures par lesquelles l'Alliance prend ses décisions en la matière. Bien que cette réunion n'ait duré qu'une journée, elle était l'aboutissement des centaines de jours passés par les états-majors et le Secrétariat de l'OTAN à établir des rapports sur l'état d'avancement de divers projets, des analyses des méthodes, et des recommandations pour améliorer les systèmes actuels de sélection, d'achat et de production. Les Ministres ont décidé de créer, à un échelon élevé, un groupe de travail qui présentera ultérieurement des recommandations sur toutes les améliorations nécessaires à une meilleure coordination des ressources de l'Alliance.

Les Ministres ont également abordé d'autres questions telles que l'équilibre entre les forces classiques et les forces nucléaires de l'OTAN, consultation politique au sein de l'Alliance, coopération scientifique et technique entre les pays membres et, au cours du débat sur le désarmement, les représentants des pays qui participent à la conférence de Genève ont rendu compte en détail de l'état de la question. Les Ministres ont estimé que malgré la position intransigeante des Soviétiques, il y a lieu de poursuivre la négociation sur le désarmement. Les treize dernières lignes du communiqué ne font que mentionner les nécessités du développement économique de la Grèce et de la Turquie. C'est pourtant l'aboutissement d'un long travail d'experts qui ont produit d'innombrables documents, graphiques, estimations et projets.

Le communiqué rédigé avec concision énonce ainsi les principes qui doivent guider l'Alliance. Il contient une part de compromis, de concession, de rétractation, mais il affirme des décisions adoptées par quinze pays souverains, quinze démocraties. Il porte les traces de cette controverse sans lesquelles la démocratie n'existerait pas. Comme l'a fait observer M. Caramanlis, « la discussion et l'évaluation de toutes les opinions librement exprimées éclairent notre pensée. La démocratie est dialogue ; le monologue est le propre du totalitarisme ».

LE COMMUNIQUÉ FINAL

Le Conseil de l'Atlantique Nord a tenu sa session ministérielle ordinaire de printemps à Athènes du 4 au 6 mai 1962, avec la participation des ministres des Affaires étrangères des pays membres et des ministres de la Défense ; ces derniers se sont aussi réunis séparément le 3 mai.

2. Au cours de leur examen de la situation internationale, les ministres ont discuté du désarmement et du problème de l'Allemagne et de Berlin. En outre les ministres ont fait diverses déclarations sur des questions qui présentaient un intérêt particulier pour leurs pays.

3. En étudiant l'évolution de la situation à la Conférence de Genève, le Conseil a réaffirmé qu'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace constituait le meilleur moyen d'assurer, de façon durable, la paix et la sécurité dans le monde entier. Il a pris note avec satisfaction de la position prise par les puissances occidentales à Genève en vue d'atteindre ce but, et a souligné l'importance et l'urgence qu'il y avait à parvenir à un accord.

4. Le Conseil a examiné la question de Berlin à la lumière des engagements fondamentaux de l'OTAN à cet égard. Il a fait le point des derniers développements de la situation, y compris le fait que des conversations exploratoires sont en cours avec l'Union soviétique. A cette occasion, il a réaffirmé son attachement aux principes énoncés dans sa déclaration du 16 décembre 1958 au sujet de Berlin.

5. Le Conseil a noté les progrès accomplis vers une coopération plus étroite entre les pays membres dans l'établissement de la politique de défense de l'Alliance. A cet égard, les ministres ont accueilli favorablement la confirmation donnée par les Etats-Unis que ceux-ci continueraient à tenir à la disposition de l'Alliance les armes nucléaires nécessaires à sa défense, et se concerteraient avec leurs alliés au sujet des plans et dispositions de base à adopter pour ces armes. En outre, les gouvernements du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont tous deux donné la ferme assurance que leurs forces stratégiques continueraient à pourvoir aux besoins de la défense en ce qui concerne les menaces contre l'Alliance qui excéderaient les possibilités d'action des forces affectées à l'OTAN.

6. Pour que tous les pays membres puissent participer pleinement aux consultations relatives à la politique de défense nucléaire, il a été décidé d'instituer une procédure spéciale qui leur permettra d'échanger des renseignements au sujet du rôle des armes nucléaires dans la défense de l'Alliance.

7. L'OTAN est une alliance défensive, et il doit être clairement établi qu'en cas d'agression, elle défendra ses membres par tous les moyens nécessaires. Le Conseil a étudié les mesures que les pays membres auraient à prendre, collectivement et individuellement, dans les diverses circonstances où l'Alliance pourrait être contrainte de recourir à ses moyens de défense nucléaires.

8. Le Conseil a constaté les progrès accomplis par l'Alliance au cours des douze derniers mois dans son effort de défense, notamment en ce qui concerne les améliorations quantitatives et qualitatives apportées aux forces des pays membres affectées ou réservées pour affectation à l'OTAN. Les ministres ont noté avec satisfaction que les Etats-Unis avaient déclaré qu'ils affectaient des sous-marins Polaris à l'OTAN.

9. Le Conseil a la conviction que, si l'Alliance veut être en mesure de faire face aux menaces de tous ordres qui peuvent être dirigées contre sa sécurité, l'équilibre à maintenir entre les forces classiques et nucléaires doit faire l'objet d'un examen permanent. La contribution des pays membres aux forces équilibrées qui doivent assurer la défense de l'OTAN au cours des prochaines années sera étudiée dans le cadre de l'examen triennal déjà commencé. Le Conseil compte étudier un rapport sur cette question à sa prochaine session, en décembre.

10. A la réunion séparée qu'ils ont tenue le 3 mai, les ministres de la Défense ont examiné et approuvé

un rapport du Comité d'Armements, qui passait en revue les progrès accomplis, depuis leur réunion d'avril 1960, en ce qui concerne la répartition des efforts en matière de recherche, de mise au point et de production d'armements, et contenait un certain nombre de recommandations visant à améliorer cette coopération. Ils ont constaté que, malgré certaines difficultés initiales, le programme de coopération mis en œuvre à cette époque avait pris un bon départ. De nouveaux efforts devront maintenant être accomplis pour progresser dans cette voie. Pour obtenir de cette coopération des résultats plus rapides, les ministres ont décidé de créer, à un échelon élevé, un groupe de travail qui étudiera l'organisation actuelle et présentera, à la réunion ministérielle de décembre 1962, des recommandations sur toutes les améliorations nécessaires pour parvenir à un accord sur les besoins militaires futurs, ainsi qu'à une meilleure coordination des ressources de l'Alliance. Entre-temps, des efforts particuliers seront faits pour aboutir à des décisions définitives au sujet des projets suffisamment avancés pour que leur mise au point en commun soit entreprise.

11. Le Conseil a étudié l'évolution de la consultation politique au sein de l'Alliance. Il a constaté les progrès encourageants régulièrement accomplis, au cours des douze derniers mois, dans le sens d'un renforcement et d'une extension de la consultation.

12. Une analyse détaillée des travaux de l'Alliance en matière de coopération scientifique et technique a été présentée au Conseil. Celui-ci a examiné les propositions présentées, en vue de faire progresser la coopération scientifique internationale, par un groupe d'hommes de science éminents désignés par le secrétaire général. Les ministres ont invité le Conseil permanent à étudier ces propositions de façon plus approfondie en vue de présenter des recommandations aux gouvernements membres.

13. Les ministres ont noté que le Conseil permanent avait examiné un rapport du secrétariat international sur les activités économiques du bloc communiste dans les pays insuffisamment développés. Ce rapport établissait clairement que, de loin, la plus grande partie de l'aide reçue par ces derniers pays continuait à provenir des nations du monde libre économiquement les plus avancées, et que l'aide offerte par le bloc communiste était non seulement beaucoup plus réduite que celle du monde libre, mais en outre étroitement liée à des objectifs politiques. Les ministres ont marqué leur satisfaction des efforts accomplis par le monde libre pour aider les pays en voie de développement à élever leur niveau de vie, tout en respectant pleinement leur indépendance nationale, et ils ont souligné l'importance que revêtent la poursuite et l'intensification de ces efforts.

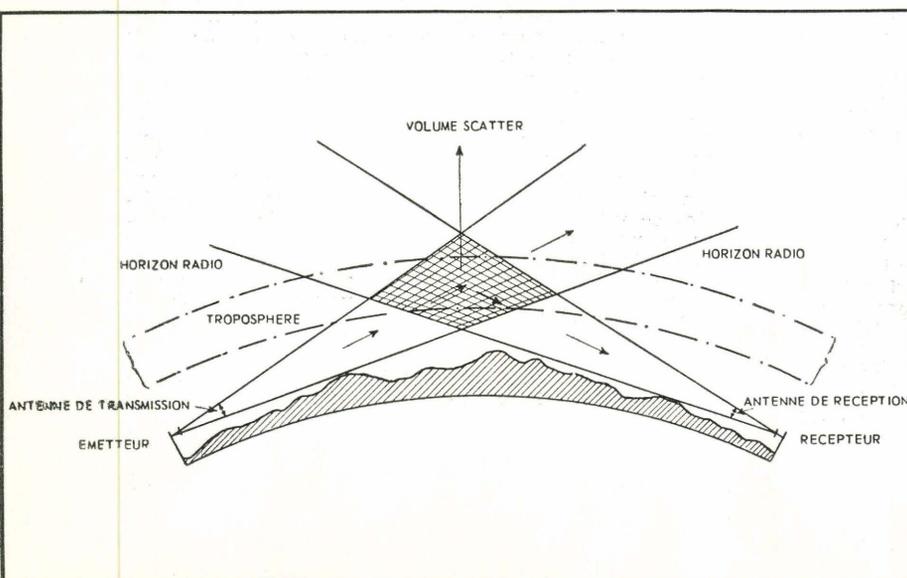
14. Le Conseil a réservé une attention particulière aux nécessités du développement économique de la Grèce et de la Turquie. Reconnaisant l'importance de la contribution apportée par la Grèce et la Turquie à la défense de l'Alliance et les efforts qu'elles déploient pour hâter leur développement économique en vue d'élever le niveau de vie de leurs peuples, les ministres ont reconnu que ces pays avaient besoin d'une aide extérieure. Afin que les objectifs communs dans ce domaine puissent être atteints, ils ont décidé que les gouvernements membres qui sont à même d'aider la Grèce et la Turquie devraient examiner d'urgence comment pourraient être établis, dans un cadre approprié, et avec le concours éventuel d'autres pays et des organisations internationales compétentes, des consortiums chargés de coordonner les moyens de réunir les ressources nécessaires pour assurer le développement économique de la Grèce et de la Turquie à un rythme satisfaisant. Les ministres ont, d'autre part, décidé de créer un groupe d'étude chargé de poursuivre l'examen des problèmes spéciaux de défense qui se posent à la Grèce.

15. La prochaine session ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord doit se tenir à Paris, en décembre 1962.

“ACE-HIGH”

Le nouveau système de télécommunications européen de l'OTAN (dit système de « prodiffusion » ou « Forward Scatter ») fonctionnera à proximité de Paris dans cinq mois. A partir de cette date jusqu'à la fin de l'année, « Ace High » (ainsi qu'il s'appelle), s'étendra progressivement jusqu'aux avancées orientales de la Turquie. Actuellement une partie du système fonctionne en Norvège bien qu'il n'ait pas été financé par l'OTAN. Tous les éléments seront reliés ultérieurement et couvriront près de 15.000 km avec 36 circuits téléphoniques et de nombreux circuits télégraphiques. Le personnel qui sera chargé du fonctionnement de « Ace High » est actuellement soumis à une formation extrêmement poussée à l'Institut Radar de l'OTAN à Latina, près de Rome.

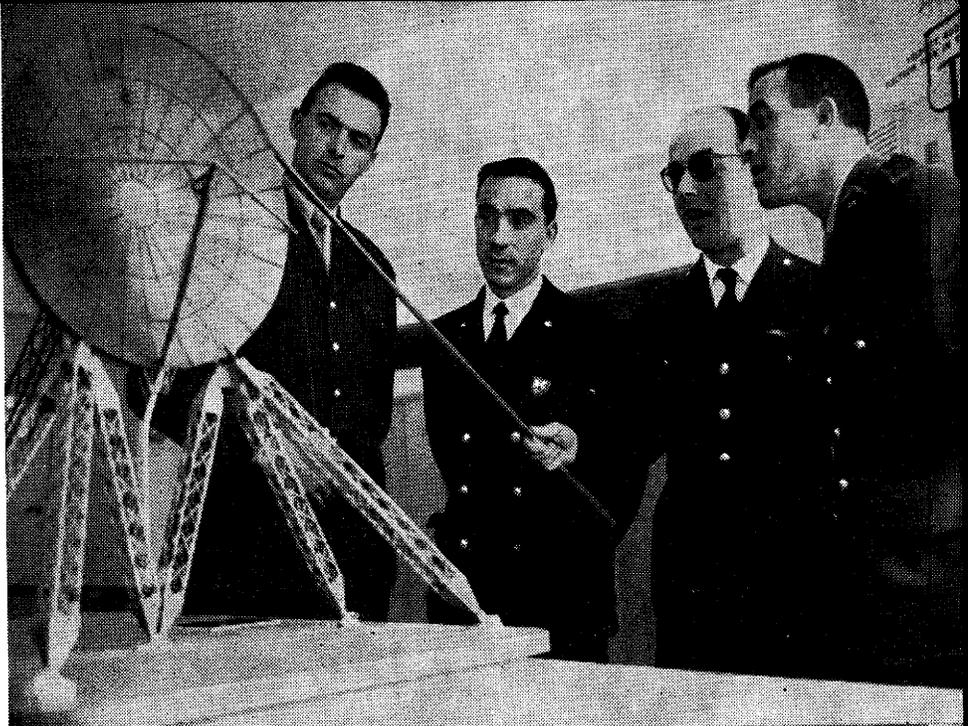
Le principe de fonctionnement de la « prodiffusion » consiste en une émission de faisceaux radio dans la troposphère qui les diffuse ou les dirige vers l'axe d'une antenne réceptrice. La distance entre l'émetteur et le récepteur est de l'ordre de plusieurs centaines de kilomètres. Ceci constitue une amélioration considérable des méthodes normales de transmission car, selon celles-ci, les distances entre les stations ne peuvent excéder 60 à 80 kilomètres. Prochainement, le système de « prodiffusion » sera relié à l'Islande puis rejoindra le système ORAD de la défense radar de l'Amérique du Nord.



Rien ne les intéresse davantage que l



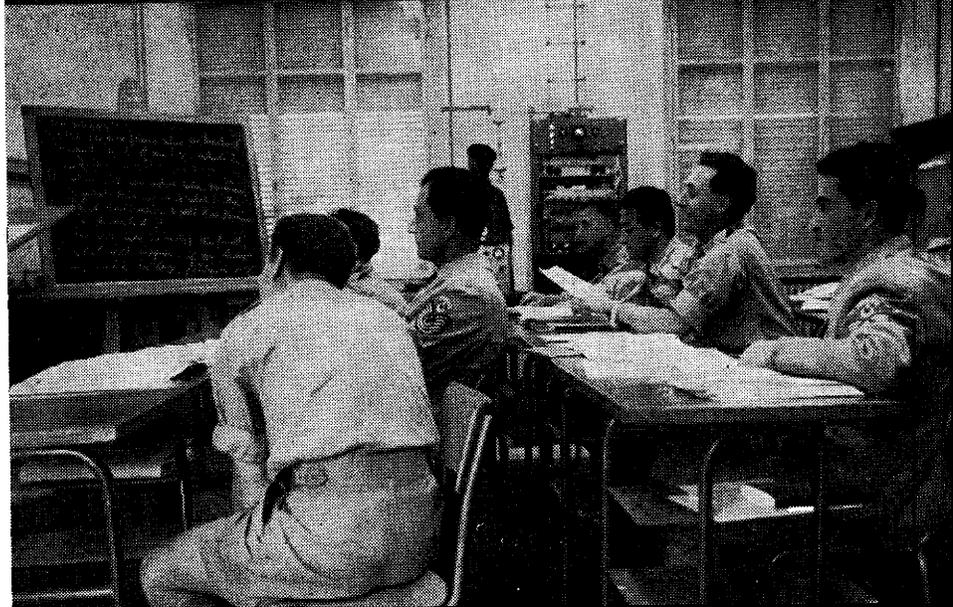
Le brouillage deviendra presque impossible. Grâce à «ACE HIGH», le Commandant Suprême Allié en Europe sera en contact permanent avec tous ses commandements subordonnés.



Un seul récepteur de ce système radio coûte 35.000 dollars. A ce prix-là, il n'est pas surprenant que « Forward Scatter » soit difficile à comprendre.



« Que se passera-t-il si vous choisissez la position MGC au lieu de AGC ? ». Ils le sauront sans tarder.



BOURSES DE L'OTAN 1962-63

Dans le cadre des activités culturelles de l'OTAN, un programme de bourses a été établi en 1955 pour encourager l'étude de problèmes concernant l'Allemagne et la Communauté Atlantique, (voir les numéros de juin 1960 et d'octobre 1961 des *Nouvelles de l'OTAN*). Tout citoyen appartenant à un pays membre peut s'adresser par écrit au siège de l'OTAN à Paris et les candidats sont sélectionnés en fonction de leurs aptitudes spéciales ou de leurs titres académiques. Chaque boursier reçoit la somme de NF 2.300 par mois ou l'équivalent dans la monnaie de son pays et ses frais de voyage sont à la charge de l'OTAN. Parmi les travaux déjà soumis, plusieurs ont retenu l'attention des milieux officiels

BOURSIERS

- M. J. van Ypersele de Strihou, attaché au Centre d'études économiques du ministère de la Défense nationale, Belgique.
- M. F. O. Marzari, journaliste, Canada.
- Mme V. Tortzen, directrice du Ryslinge Folk High School, Danemark.
- Mme G. Charles, chargée de travaux pratiques à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.
- M. J. M. Le Breton, secrétaire de la commission des affaires générales de l'Assemblée de l'UEO, Paris.
- M. H. von Zitzewitz, journaliste et écrivain, Allemagne.
- M. C. Vavouskos, professeur agrégé de la Faculté de Droit de l'Université de Thessaloniki (Salonique).
- M. D. Olafsson, directeur de la Pêche, Islande.
- M. C. Fabozzi, professeur adjoint de droit international, Université de Milan.
- M. L. Mancini, membre italien du secrétariat des Nations Unies, département économique et social.
- M. M. Broekmeijer, inspecteur de l'Education, Armée de l'Air royale néerlandaise.
- M. J. Sanness, directeur de l'Institut norvégien des relations internationales.
- M. S. Gözübüyük, professeur adjoint de droit administratif, Faculté de Sciences politiques, Université d'Ankara.
- M. E. Hinterhoff, commentateur militaire, Royaume-Uni.
- M. E. Goodman, professeur adjoint de Sciences politiques, Brown University, Providence, USA.

et d'autres ont été publiés sous forme de livres. La liste suivante de boursiers de l'OTAN pour l'année 1962-63 a été diffusée récemment et porte leur nombre total depuis 1955 à plus de cent. Les quinze nouveaux bénéficiaires ont été choisis parmi 161 candidats par un Comité de Sélection composé de M. André de Staerke, Représentant Permanent de la Belgique auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, du Professeur Max Beloff (Université d'Oxford), du Professeur Daniel Boorstin (Université de Chicago), du Professeur Franco Borlandi (Université de Gênes) et du Professeur C.D.J. Brandt (Université d'Utrecht). L'énumération ci-dessous montre la diversité des sujets choisis.

SUJET A TRAITER

- La stabilisation des cours de matières premières.*
- Oil and NATO; the economic and strategic implications for NATO of oil supplies and markets.*
- National Bibliographic centres for information in the NATO countries in relation to inter-library loan services, union catalogues and telex communications.*
- La planification dans l'espace atlantique.*
- Le contrôle parlementaire de la défense atlantique.*
- Civil Defence problems and Emergency Planning in Canada and the United States.*
- La possibilité de l'unification de règles fondamentales du droit civil des pays de l'OTAN.*
- The Icelandic Fishery Limits: a study of a peaceful solution of an economic conflict within the Atlantic Alliance.*
- Existing and prospective means of peaceful settlement of legal and political disputes between NATO countries.*
- NATO in the consideration of trade unions.*
- The Strategic and Economic Importance of the under-developed countries for NATO.*
- Western conceptions of the Soviet and Communist challenges.*
- Local government in NATO countries and its rôle in development of the idea of an Atlantic Community.*
- Two Alliances: NATO and the Warsaw Pact—a comparison.*
- Prospects of political integration in the Atlantic Community.*

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Visite de M. Stikker en Turquie.

Pour la première fois depuis sa nomination au poste de Secrétaire général de l'OTAN, M. Dirk U. Stikker s'est rendu en visite officielle en Turquie les 10 et 11 avril dernier. Pendant son séjour à Ankara, il a été reçu par le Président de la République turque, le Général Cemal Gursel. Il a aussi rencontré le Premier Ministre, M. Ismet Inonu, le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre de la Défense, et le chef de l'Etat-Major général.

Nouveau Président d'Honneur.

Ainsi que nous l'avons annoncé dans le numéro de janvier des *Nouvelles de l'OTAN*, la Présidence d'honneur du Conseil de l'Atlantique Nord pour la période 1962-63 a été confiée au Ministre des Affaires Etrangères de Turquie, d'après le système de roulement annuel établi entre les pays membres. A la suite d'un changement dans le gouvernement turc, M. Feridum Cemal Erkin, ancien Ambassadeur à Londres, a succédé à M. Selim Sarper.

COMMANDEMENTS ET ORGANISMES DE L'OTAN

COMMANDEMENT ALLIÉ EN EUROPE

Exercice SHAPEX 62.

L'Exercice SHAPEX-62, qui s'est déroulé au SHAPE du 22 au 25 mai, constitue la plus importante réunion militaire en salle du Commandement Allié en Europe. Il rassemble le Secrétaire Général et les Représentants Permanents près le Conseil de l'Atlantique Nord, les Chefs d'Etat-Major nationaux des pays membres, le Groupe Permanent, les Hauts-Commandants de l'OTAN et les officiers supérieurs du Commandement Allié en Europe pour discuter des problèmes majeurs qu'affronte l'Alliance dans la conjoncture actuelle. Cet exercice était le quatrième d'une série de réunions similaires et fut dirigé personnellement par le Général Norstad, Commandant Suprême Allié en Europe.

Exercice LONG THRUST III.

Un exercice de mouvement aérien baptisé « LONG THRUST III » et destiné à vérifier les possibilités des organes de commandement et de logistique pour le renforcement de la Défense de l'OTAN en Europe, a eu lieu du 7 au 12 mai. Un groupement tactique d'infanterie d'environ 2.000 hommes a été déployé des Etats-Unis vers l'Allemagne par le Service de transport aérien militaire américain, pour remplacer l'un des deux groupements tactiques amenés en Europe par la voie aérienne en janvier dernier, à l'occasion de l'exercice LONG THRUST II. Le Général Pierre Jacquot, Commandant en Chef des Forces Alliées du Centre-Europe (CINCENT), a dirigé cet exercice.

Exercice CLEAN RUN 62.

Un exercice de dragage de mines baptisé « CLEAN RUN 62 » a eu lieu dans le Grand-Belt et dans les eaux au nord de Fionie entre le 21 mai et le 1^{er} juin avec la participation de dragueurs et de mouilleurs de mines appartenant aux marines danoise et allemande. Cet exercice faisait partie du plan annuel du Commandant en Chef des Forces alliées du Nord-Europe, et était dirigé par le Contre-amiral A. Linde, de la Marine Royale danoise.

Compétition de tir pour engins NIKE.

Des unités allemandes, américaines, belges, françaises et néerlandaises appartenant aux Forces aériennes alliées du Centre-Europe ont participé à la première compétition annuelle de tir pour engins NIKE organisée par AIRCENT. Le « Trophée Dirk U. Stikker pour le meilleur bataillon » a été remporté par la 520^e Brigade d'Engins de l'Armée de l'Air française, tandis que le « Trophée Paul-Henri Spaak pour la meilleure batterie » a été décerné au « D » Battery, 3rd Missile Battalion, 71st U.S. Artillery Regiment.

COMMANDEMENT ALLIÉ DE LA MANCHE

Exercice HIGH JUMP-WOLF BRUN.

Un exercice naval et aérien baptisé « HIGH JUMP-WOLF BRUN » s'est déroulé du 9 au 19 mai dans le sud de la Mer du Nord. Sous le double patronage du Commandant en Chef Allié de la Manche et du Commandant des Forces Navales Alliées des Approches de la Baltique, cet exercice fut dirigé par les Commandants des trois sous-zones intéressées. Son but principal était de protéger les navires contre les mines, les attaques aériennes et les forces côtières. Des unités allemandes, belges, britanniques, françaises et norvégiennes y ont participé.

AGARD

Le Groupe Consultatif pour la Recherche et le Développement Aéronautiques tiendra sa douzième Assemblée générale au siège de l'OTAN à Paris, les 11 et 12 juillet. La séance inaugurale de l'AGARD ayant eu lieu en 1952, la prochaine Assemblée marquera le Dixième Anniversaire de cet organisme. Les Groupes de travail « Avionics », Médecine Aéro-spatiale, Dynamique du Vol et Mécanique du Vol se réuniront au cours de la semaine qui précédera l'Assemblée générale, dont le thème technique sera : « Systèmes de vol pilotés du passé, du présent et du futur ».



PLEINS FEUX SUR L'OTAN

Quelques réactions, dans la presse des pays de l'OTAN, à la réunion ministérielle d'Athènes.

pourra un jour assurer sa protection par ses propres moyens. »

(Daily Telegraph, Londres, 7 mai.)

* * *

Une direction paternelle

« La session ministérielle de printemps de l'OTAN a confirmé que l'orientation de l'Alliance Atlantique dépend toujours de l'Amérique et du Royaume-Uni. Sachant que le soutien des Etats-Unis est la meilleure garantie de leur défense, les autres pays se sont résignés à se soumettre à cette direction paternelle et compréhensive. »

(J. H., *La Libre Belgique*, Bruxelles, 7 mai.)

* * *

Difficultés pour les Etats-Unis

« Les Etats-Unis, protecteur, trésorier payeur et chef armurier de la moitié du monde, éprouvent certaines difficultés dans leur Alliance. Parfois le Président Kennedy et M. Dean Rusk, secrétaire d'Etat, doivent penser avec regret à la position enviable de Winston Churchill en 1940, lorsque la Grande-Bretagne était seule, sans alliés pour l'aider, ni pour la gêner. »

(Drew Middleton, *New York Times*, 7 mai.)

* * *

Une homogénéité propre

« D'Ottawa à Londres, à Istanbul, à Bruxelles, à Paris et à Washington, l'OTAN est chez elle. Elle a acquis au cours des années une unité, une dignité et une homogénéité qui lui sont propres. La ferveur ne va sans doute pas au-delà du petit cercle de ministres et de fonctionnaires qui (avec la presse spécialisée) font chaque printemps des incursions dans d'autres capitales. Mais une réalité et une stabilité rassurantes caractérisent cet exercice semi-annuel par temps de crise ou de calme. »

(Don Cook, *New York Herald Tribune*, 16 mai.)

* * *

Faciliter le désarmement

« La conférence d'Athènes n'a rien fait pour rendre plus difficile un accord entre l'Est et l'Ouest en Europe. A dire vrai si les Américains font finalement triompher leurs vues quant à la disposition des armes nucléaires — en les éloignant encore davantage des régions avancées — il sera alors plus facile d'établir une zones d'inspection et de contrôle de part et d'autre de la ligne de séparation. Les plan Eden et Rapaki pourront être considérés sous un jour nouveau. Tant mieux. Des zones dénucléarisées et des zones d'armement limité pourront sans doute être ainsi envisagées au premier stade de tout plan efficace de désarmement général ou de détente en Europe. »

(The Guardian, Londres, 7 mai.)

* * *

Pas d' « entraide atomique »

« Le communiqué final tire les conclusions de la session d'Athènes qui a permis, sinon de prendre de graves déci-

Cristallisation des aspects économiques

« L'aide économique de l'OTAN à la Turquie est le seul événement qui ait amené une détente chez le peuple turc depuis huit mois de conflits stériles en politique intérieure... Le fait que le Conseil de l'OTAN ait compris qu'il était indispensable d'accorder une aide à deux de ses associés constitue un tournant décisif dans l'histoire de l'Alliance. La conférence d'Athènes a permis de cristalliser les aspects économiques de l'OTAN... Néanmoins, il n'y a pas lieu d'être trop optimiste après avoir lu les articles de journaux concernant cette aide car, en fait, malgré le taux d'intérêt minimum et les très longs délais de remboursement, elle ne représente après tout qu'une dette pour la Turquie... Il est peu probable que les pays et organismes qui constitueront le consortium ou club d'aide pourront fournir 300 millions de dollars par an. D'ailleurs, l'aide que nous recevons actuellement des Etats-Unis et d'autres pays, dont le montant est de 100 à 150 millions de dollars, sera comprise dans la somme citée... Enfin, cette aide sera octroyée dans certains délais et nos besoins sont immédiats. Néanmoins, la décision des pays alliés d'accorder à la Turquie une aide économique au moment où ce pays passe par une période de graves et dangereuses fluctuations prouve qu'ils ont confiance dans la Turquie née de la révolution du 27 mai. »

(Kayhan Saglamer, *Cumhuriyet*, Istanbul, 11 mai.)

* * *

Discussions ouvertes

« La récente session ministérielle d'Athènes n'a révélé aucune situation critique bien qu'à certains égards les points de vues aient été différents. Cette réunion a surtout permis de constater que le caractère fortement national de certaines positions pouvait s'atténuer sensiblement lorsque se posent des problèmes exigeant une action commune. Les échanges de vues sur les deux principales questions, à savoir la crise de Berlin et le contrôle des armes nucléaires, ont montré combien il était important d'en discuter ouvertement. »

(Berlingske Tidende, Copenhague, 7 mai.)

* * *

Protection nucléaire de l'Europe

« Il est peut-être inévitable qu'un armement nucléaire européen soit finalement constitué, au début sans doute sous une autorité anglo-française. M. Khrouchchev a terrorisé certains petits états de l'OTAN qui ont des bases nucléaires américaines sur leurs territoires par de sanglantes menaces de représailles. Il est donc juste que les Etats-Unis et le Royaume-Uni réaffirment qu'ils défendront leurs alliés contre des dangers trop lourds à supporter par les forces affectées à l'OTAN. C'est faire preuve de réalisme que de prévoir en outre que l'Europe

sions qu'on n'attendait d'ailleurs pas, du moins de procéder à d'utiles et d'intéressants échanges de vues sur des problèmes vitaux pour l'Alliance... A propos de la coopération atomique, la France estime qu'il ne serait pas très honnête de laisser croire à l'opinion qu'il y a véritablement innovation. Nous reconnaissons, comme l'a dit M. Couve de Murville à la R.T.F. en substance, l'état de fait qui veut que les U.S.A. aient une législation atomique immuable en le comprenant et en le regrettant. Nous ne pouvons que nous féliciter des progrès en « informations », mais il n'y a pas là véritable coopération, « entraide atomique ». »

(Bernard Noël, *Le Figaro*, Paris, 7 mai.)

★ ★ ★

Un franc succès américain

« Les pays atlantiques rassurés par l'effort militaire que font les Américains, et convaincus que ces derniers n'ont aucune illusion sur les intentions du Kremlin, dont seule une fermeté vigilante peut décourager les entreprises d'intimidation et de subversion, se félicitent sans réserve de l'amélioration de l'atmosphère intervenue à Berlin. Ils l'attribuent à la volonté obstinée des Américains de maintenir le contact avec Moscou en poursuivant des sondages, qui apparemment ne donnent aucun résultat concret... Sur cette question de Berlin, la France est donc très isolée. Ses craintes ne sont pas partagées, ses arguments ne portent pas... Bref, les Allemands de l'Ouest paraissent résolus à suivre les Américains, mais en traînant les pieds. En définitive, il n'en reste pas moins qu'en ce qui concerne Berlin et les rapports Est-Ouest, la session athénienne du Conseil ministériel de l'OTAN constitue un franc succès pour les Américains dont la politique a été totalement approuvée par leurs alliés et n'a, en tout cas, soulevé d'objections de la part d'aucun d'entre eux. »

(Jean Schwoebel, *Le Monde*, Paris, 7 mai.)

★ ★ ★

Coordination politique et militaire

« La tentative de résoudre le problème de Berlin sans porter atteinte à la République fédérale d'Allemagne présente certains risques. Mais les dangers paraissent moins grands depuis les récentes déclarations faites aux pays de l'OTAN par les Etats-Unis ainsi que par le ministre des Affaires étrangères allemand, M. Schroeder. Un pas en avant a été réalisé dans le domaine de la coordination politique et militaire. On a écarté le danger de voir l'atome, destiné à anéantir l'ennemi, diviser l'Alliance Atlantique à cause de la réticence de certains membres à accepter la tutelle américaine. Néanmoins, l'OTAN ne constitue pas encore une quatrième puissance nucléaire. »

(E. U. Framm, *Die Welt*, Hambourg, 7 mai.)

★ ★ ★

Impasse nucléaire à l'OTAN

« Aujourd'hui, on dépend trop des armes de dissuasion américaines et on ne sait pas si, le cas échéant, elles seraient vraiment employées. Il y a deux possibilités de sortir de cette impasse : la dissémination des armes de dissuasion comme le demandent les partenaires des Etats-Unis ou le renforcement des armes conventionnelles comme le proposent les Américains. »

(Sebastian Hoffner, *Die Welt*, Hambourg, 8 mai.)

Après avoir découvert les différentes parties du monde, les navires servent maintenant à les relier. ▶

(Photo OTAN par Dominique Berretty)





A LA RECHERCHE D'UNE TASSE DE CAFE

Allons à l' « Elite » ou à la « Jeunesse » ! Les noms de ces cafés de la capitale sont fréquemment cités dans les journaux et les revues. On en parle à la radio et ils apparaissent sous divers aspects dans des films ou à la télévision. Pourquoi ces deux cafés, qui sont en somme sans grand intérêt et d'un aspect peu attrayant, jouissent-ils d'une telle réputation ? C'est tout simplement qu'il n'y en a que deux pour les jeunes dans une ville de plusieurs millions d'habitants. (1) Deux cafés seulement pour passer une soirée agréable et intéressante avec ses camarades ou sa bonne amie. Ce sont les seuls endroits où l'on peut boire un café bien noir et écouter de la bonne musique sans trouver sur la table le traditionnel gribouillis vous offrant la vodka « Moskovskaya » et un menu comportant le potage du jour.

Et si au lieu de deux il y avait vingt-deux ou même cent vingt-deux cafés ? Alors, on ne ferait pas la queue aux portes de l' « Elite » ou de la « Jeunesse ». On ne se demanderait plus « s'il faut ou s'il ne faut pas vendre de billets d'entrée », question qui hante les pensées des responsables de ces deux centres d'alimentation populaire. Le 23 novembre 1961, le Comité Exécutif du Conseil municipal de Moscou prononça un décret prévoyant la création de cafés pour les jeunes de chaque quartier de la capitale. Le projet initial prévoyait l'ouverture de vingt cafés. On demanda au Comité exécutif des Conseils de quartier de trouver le plus tôt possible la place nécessaire.

L'exemple de Varsovie.

« Imaginez une grande salle avec une galerie. En haut se tient un club. En bas sont disposées de petites tables laissant toutefois un espace pour la danse. La plupart des gens y viennent d'ailleurs pour danser. Cette salle, normalement prévue pour deux cent quatre-vingts personnes, reçoit (non seulement les dimanches et fêtes, mais aussi les jours de la semaine) quatre cents garçons et filles qui semblent d'ailleurs tous enchantés d'être là. » Nous reproduisons ici la description, dans la revue **Pologne**, de l'un des cafés de Varsovie.

Il s'agit donc d'une salle pouvant contenir deux cent quatre-vingts personnes. Et quelles ont été les propositions des Commissions de quartiers de Moscou ? La Commission de Kirovsky a réservé à

cette fin une salle de 60 m² située rue Chkalova, qui permettrait de recevoir quatre-vingts personnes. La Commission de Sverdlovsk a prévu un maximum de 100 m². Quant aux jeunes du quartier du Proletariat, ils pourront espérer disposer tout au plus de 80 m². Seul le quartier des « Red-Springs » s'est montré plus généreux. La Commission a, en effet, prévu un espace permettant de recevoir cent-vingt personnes.

Tout s'arrête là. Et les autres quartiers ? Trois mois se sont écoulés depuis l'annonce du décret et on ne peut signaler aucune nouvelle initiative ailleurs. Les jeunes ne vont pas au café uniquement pour prendre une tasse de café dans la soirée. En effet, un café doit assurer une détente culturelle à des dizaines de milliers de Moscovites, jeunes et moins jeunes. Il semble qu'à Léningrad ce fait soit mieux compris, car il s'y trouve un café de jeunes qui n'est pas prévu pour recevoir seulement quatre-vingts personnes, mais deux ou trois cents. (2)

Les qualités nécessaires.

L'Administration centrale de l'Alimentation populaire aborde la question d'une façon qui nous semble juste. Nous en avons assez, disent-ils, de ces endroits exigus et inconfortables dont la porte étroite laisse à peine le passage à deux personnes à la fois. Un café moderne doit être vaste et spacieux. L'Administration centrale a proposé au Conseil Municipal de Moscou une liste de plusieurs locaux qu'elle a choisis et qui répondent à ces conditions. Nous pouvons en citer quelques-uns.

Au coin des rues Gorky et Ogareva, il y a une cantine, et à côté, un bureau du Service d'information de la ville de Moscou. Ces services doivent déménager. On pourrait ouvrir à cet endroit un café en combinant les locaux libres et la cantine. Mais... deux magasins doivent s'installer dans les locaux en question, une librairie et une épicerie. Est-ce vraiment nécessaire ? Il ne le semble pas. Car il y a déjà assez de magasins dans ce quartier. L'attention de l'Administration centrale de l'Alimentation populaire s'est portée sur une maison de trois étages de la rue Kirov, voisine de la station de métro. Ce bâtiment est occupé actuellement par la Direction des Communications provinciales de Moscou. Sans aucun doute, ces services pourraient être installés dans un quartier moins luxueux.

La Capitale a besoin de cafés pour la jeunesse. Il serait facile d'en installer sans grands frais, car de jeunes architectes qui travaillent dans les divers quartiers ne demanderaient pas mieux que d'en établir les plans. Mais la place manque. Et il nous en faut plus que celle fournie par cinq quartiers seulement. Nous devons pouvoir prendre une tasse de café et entretenir des conversations intéressantes, au lieu d'avoir à choisir entre les flâneries futiles au coin des rues ou les « Chacklicks » et les alcools du restaurant « Elbruss ».

D. ARKED'EV.
(La Pravda, 28 février 1962)

(1) Moscou compte 6.208.000 habitants.

(2) Léningrad compte 3.445.000 habitants.



Nos Lecteurs
nous
Ecrivent

LE ROLE DES ORGANISATIONS PRIVEES

Dans le numéro de janvier de votre revue, M. Rischmuller, de Hanovre, a formulé certaines observations sur la Conférence des Parlementaires de l'OTAN, sur la Convention Atlantique et sur l'Institut Atlantique. Pour autant que je sache, M. Rischmuller ne s'est pas acquis une réputation de spécialiste dans les milieux qui s'occupent des problèmes susmentionnés ; ses remarques valent néanmoins qu'on y réponde, puisque la rédaction des « Nouvelles de l'OTAN » a cru bon de les publier. Même si cela n'implique pas — selon l'usage — que les vues exprimées soient celles de la rédactrice en chef, le fait en lui seul dénote que les idées de son auteur ont été jugées dignes de considération, voire représentatives. Dans ce cas, une réponse s'impose sans qu'il faille en déduire que la rédaction puisse ou doive ouvrir un concours sous la rubrique « Nos lecteurs nous écrivent ».

Tout d'abord, je suis du même avis que M. Rischmuller lorsqu'il déclare qu'il y a beaucoup à dire en faveur d'une « institutionnalisation » de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN. Mais il me semble que de comparer ses activités à celles d'une « sorte de debating society » est inexact et peu conforme au standing de cette organisation. Un regard jeté sur la liste des participants à la dernière réunion des parlementaires de l'OTAN suffit pour nous montrer que les membres les plus éminents des divers parlements nationaux y assistent. On peut dire que les organisations privées et non gouvernementales ont su de tous temps apporter une contribution précieuse, parfois indispensable et même irremplaçable, à la défense ou au lancement de certaines idées. Il n'y aurait guère de justification à choisir entre l'« institutionnalisation » ou rien. Ce sont souvent le courage et l'initiative des particuliers qui ont frayé la voie au progrès.

Voilà précisément ce qu'a fait la Conférence des Parlementaires de l'OTAN et — je le crois — non sans succès. J'ajouterai en outre que si, comme le réclame M. Rischmuller, le travail des parlementaires en faveur des objectifs de l'OTAN

doit avoir une influence directe sur leurs propres pays, il faudra établir entre ces parlementaires des rapports concrets sous forme de travail commun, d'échanges et de votes. Cela implique aussi une certaine organisation, seul moyen d'atteindre le but recherché, à savoir de créer un « point de vue de l'OTAN ».

Les commentaires de M. Rischmuller sur le rapport Lauriol sont injustifiés car c'est un privilège qui appartient non seulement aux parlementaires mais à tous les citoyens de notre monde libre tant vanté, que d'exprimer leur opinion et, chaque fois que possible, de la défendre. Non seulement il est inévitable que les déclarations d'un membre d'une organisation soient diffusées comme si elles en émanaient lorsque le thème traité intéresse cette organisation et entre dans le cadre de ses activités, mais encore le contraire serait difficilement justifiable.

Ce qui précède s'applique également à la Convention Atlantique ; aussi ne m'étendrai-je pas davantage à ce sujet. Pour finir, en ce qui concerne l'Institut Atlantique, je tiens à déclarer qu'il n'existait pas jusqu'à présent d'institut supranational, ce qui était une lacune grave. Il est également de fait que la coopération avec les instituts déjà existants dans le cadre national » et en conséquence la coordination de leurs travaux est l'un des buts déclarés de ce nouvel organisme si souhaitable et nécessaire, ainsi que le reconnaît indirectement M. Rischmuller lui-même. C'est pourquoi je n'arrive pas à comprendre pourquoi M. Rischmuller estime que les sommes appréciables mises à la disposition de l'Institut Atlantique auraient pu être affectées à cette coordination. Quant à son observation sur l'absence de « politique atlantique », je lui ferai remarquer que si une telle politique n'existait pas — initialement peut-être sous la forme d'un dénominateur commun aux intérêts des pays membres — rien ne pourrait sauver l'alliance de la désintégration (et l'OTAN elle-même n'aurait sans doute pas été créée pour commencer).

Rien n'est plus urgent que de faire l'impossible pour favoriser ce processus d'amalgamation et de cristallisation de tout ce que les pays membres ont en commun et qui touche, voire même englobe, les fondations de l'existence nationale au sein d'une alliance internationale. De nombreux hommes d'Etat occidentaux de premier plan l'ont reconnu et affirmé. Agir en ce sens ne signifie pas que les frontières « juridictionnelles » doivent être repoussées, mais simplement qu'il y a une mission légitime à accomplir, faute de quoi toutes les juridictions, y compris les institutions nationales légitimes, iraient rapidement à l'abîme. Je crois fermement qu'une interprétation aussi restrictive reviendrait à méconnaître l'évolution et les besoins historiques intrinsèques, ayant de ce fait un caractère réactionnaire.

Dr H.-A. SCHWARZ-LIEBERMANN
VON WAHLENDORF
Bonn (Allemagne)

RECONNAISSANCE « DE FACTO » DE PANKOV ?

Puis-je, par l'entremise de vos colonnes, répondre à la lettre de M. Finn publiée dans votre numéro de mars. Je n'ai jamais déclaré à M. Ulbricht que nous devrions reconnaître la zone soviétique en Allemagne comme Etat. J'ai simplement dit que je trouvais préférable que ce soit le gouvernement britannique qui négocie un accord commercial avec le gouvernement de Pankov, plutôt que la Fédération des Industries britanniques. J'ai précisé qu'à cet effet il faudrait accorder à Pankov une reconnaissance « de facto » en attendant un règlement du problème allemand, qui ne saurait intervenir que dans le contexte d'un accord politique général entre les puissances de l'OTAN d'une part, et les signataires du Pacte de Varsovie de l'autre.

Il est évident que cela dépend d'un accord nucléaire — et je l'espère, d'une certaine forme de « désengagement » militaire — et demandera un temps considérable. C'est pourquoi le mieux est de commencer par l'expansion des échanges Est-Ouest et par l'accroissement des contacts personnels qui en découlera.

Robert J.-G. BOOTHBY
Chambre des Lords
Londres (Royaume-Uni)

UN MONDE DE LIBRE ENTREPRISE

Dans les *Nouvelles de l'OTAN* du mois de mars, M. Andrew Weir a donné la preuve concluante d'une chose, et d'une chose seulement : un optimisme sublime. Tout en reconnaissant la nécessité, plus grande que jamais, d'un sentiment de solidarité entre les nations du monde occidental, je doute fort qu'il appartienne aux seuls gouvernements intéressés de le susciter, comme il le suggère.

Depuis des années, il y a eu de longs débats aux Nations Unies et d'interminables conférences sur le désarmement à Genève. Actuellement, une nouvelle conférence « au sommet » est vouée à l'échec avant même d'avoir commencé. Tout cela a été « patronné » par les gouvernements intéressés (avec, bien entendu, un peu d'aide de la part de ceux qui sont de l'autre côté du mur.)

Les gouvernements sont nécessaires, il faut bien le reconnaître, ils font parfois (même sans s'en apercevoir) du bon travail, mais si quelqu'un d'autre ayant les mêmes capacités (et beaucoup plus d'enthousiasme) cherche à améliorer l'entente entre les pays, ne le condamnons pas sans autre forme de procès. N'oublions pas que nous vivons en principe dans un monde de libre entreprise. M. Weir cite le proverbe : « trop de cuisiniers gâtent la sauce ». Quand les ingrédients sont légèrement gâtés à l'avance, cela ne change rien.

Anthony TAYLORSON
Wimbledon, Londres (Royaume-Uni)

CONNAITRE LES PAYS DE L'OTAN

J'ai lu avec intérêt dans votre numéro de mars 1962 la « Lettre de Reykjavik » de M. Benedikt Gröndal et je propose que les *Nouvelles de l'OTAN* publient souvent, voire régulièrement, des articles de ce genre, donnant un aperçu de la situation politique et sociale dans l'un des pays de l'Alliance Atlantique. Je crois très utile que vos lecteurs soient renseignés, non seulement sur les plans de défense intégrée du monde libre, mais aussi sur les événements intérieurs, que la presse tend à négliger et qui (surtout dans le cas des petits pays) sont particulièrement dignes d'attention. Un compte rendu des tendances politiques et sociales des grands pays serait également bienvenu.

Le succès de l'OTAN dépend de la création d'une opinion éclairée chez tous ses membres. Défendre en commun la liberté est vital, mais cela ne peut se faire qu'en accomplissant un effort pour stimuler le sens des valeurs communes, même si les institutions gouvernementales diffèrent d'un pays à l'autre. C'est en apprenant à se mieux connaître que les peuples parviendront à prendre conscience de leur patrimoine commun.

Gwyn Iltyd LEWIS,
Swansea (Royaume-Uni)

LES PACIFISTES : CRAINTE OU BON SENS ?

Dans votre numéro de mars, M. Walet, d'Amsterdam, qui se trouve être un de mes compatriotes, déclare tout simplement que les pacifistes qui manifestent en Hollande sont probablement mûs par la crainte d'une guerre nucléaire. Je me demande s'il a jamais songé à voir derrière cette action un sentiment de bon sens plutôt que de crainte.

Ce n'est pas, Monsieur, que les manifestants pacifistes aient nécessairement peur de la guerre nucléaire, ainsi que vous l'auriez compris vous-même si vous aviez pris la peine d'étudier le problème avant d'émettre une opinion à ce sujet. Mais ils pensent que certains événements historiques et récents qui se sont produits dans le Pacifique et dans un des pays qui l'entourent pourraient nous donner une leçon sur les résultats d'une explosion atomique, lesquels, comme le prouvent les événements politiques, sont étroitement liés à la notion d'équilibre nucléaire. En outre, la « confusion » que vous désapprouvez découle de l'une des valeurs que nous prétendons défendre, à savoir la liberté d'opinion.

Soldat L. BEUKMAN,
Détachement néerlandais, Goch,
Siebengewald (Pays-Bas).

REVEILLER LA « CONSCIENCE ATLANTIQUE »

Dans le numéro de mars des *Nouvelles de l'OTAN*, vous avez publié un article de Maurice

Allais intitulé « Vers une communauté atlantique — 1 : On demande — un cadre politique ». L'auteur estime qu'une communauté atlantique contribuerait puissamment à disloquer l'idéologie totalitaire. J'estime, quant à moi, que la communauté atlantique pourrait constituer un moyen essentiel de dissuasion à l'égard des communistes qui prônent l'expansionnisme. Mais il est absolument indispensable, comme le souligne l'auteur lui-même, d'éveiller chez chaque « citoyen national » de la communauté atlantique une foi solide et inébranlable en une citoyenneté atlantique commune. Tel devrait, à mon avis, être l'objectif primordial avant d'en arriver à discuter des principes détaillés d'un futur traité. A cet effet, il faudrait lancer dans chaque pays membre une campagne d'information efficace et coordonnée, car seul le succès d'une telle campagne pourrait justifier la conclusion d'un traité. On a pu mesurer cette année à la foire de Leipzig la profondeur exacte de « la conscience atlantique » chez les citoyens des pays de l'OTAN ! Peut-on vraiment espérer qu'une communauté atlantique démasque et disloque la pseudo-idéologie communiste quand il n'existe pas de véritable conscience commune ni de réelle unité spirituelle ?

Gerhard F. FRERICHS
Hanovre - Hainholz
(Allemagne)

FAIRE CONFIANCE A L'ALLEMAGNE

Nous venons de commémorer le treizième anniversaire du Traité de l'Atlantique nord dont la signature a eu lieu à Washington le 4 avril 1949, et les gens qui réfléchissent, c'est-à-dire ceux qu'intéresse la survie du monde libre, seront reconnaissants au bouclier militaire de l'OTAN d'avoir sauvé la paix en Europe depuis plus de dix ans. L'OTAN est — et demeure — essentiellement une alliance militaire défensive et, à ce titre, elle a bien mérité de l'Europe. Que dire de l'unité de ses quinze membres. Les rapports anglo-américains restent évidem-

ment un facteur essentiel et vital. En Europe toutefois, la République fédérale d'Allemagne est le pays allié qui détient le plus grand potentiel militaire : l'Allemagne occidentale sera (une fois réalisés tous ses apports de forces armées à l'OTAN) le partenaire le plus puissant de l'Alliance en Europe. Il faut aussi se rappeler que contrairement à la plupart des autres alliés atlantiques, l'Allemagne occidentale met toutes ses forces à la disposition du Commandant suprême allié en Europe, sans en conserver à des fins nationales. Il n'en subsiste malheureusement pas moins une gêne dans nos rapports avec la République fédérale.

Nombre de mes amis avec qui je discute de cette question me répondent en effet : « Oui, nous pouvons oublier la guerre et tolérer les Allemands, mais nous ne pouvons prétendre les aimer ». Or, tout comme les individus, les pays ne peuvent vivre de simple « tolérance ». Je suis allé plusieurs fois en Allemagne occidentale depuis la guerre, et m'y suis entretenu avec des personnes de tous les milieux, tant officiels que privés. J'ai pu constater le nouvel élan démocratique et l'effort du peuple allemand pour se retrouver et prendre sa place dans le concert européen. Il faut noter également qu'un grand nombre d'Allemands qui vivent aujourd'hui n'étaient même pas nés en 1945, et qu'une importante partie de la population allemande était dans les langes quand la deuxième guerre mondiale a éclaté. Ce n'est pas parce que l'Allemagne a subi pendant une dizaine d'années une dictature qui n'avait presque jamais eu sa pareille dans le monde que nous devons persister dans une défiance qui non seulement est préjudiciable à notre alliance salvatrice, mais qui risque aussi de rejeter tôt ou tard ce grand pays dans le camp adverse. Qu'il me soit donc permis d'adjurer mes concitoyens de ne pas relâcher leurs efforts pour l'établissement d'une meilleure compréhension entre notre pays et la République fédérale d'Allemagne.

Air Commodore W. F. LANGDON
Secrétaire Général
du Comité atlantique britannique.

Nous regrettons que cette rubrique n'ait pu figurer dans notre dernier numéro en raison du fait que celui-ci était entièrement consacré à la Grèce. Nous tenons maintenant à rappeler à nos correspondants que leurs lettres doivent être adressées à la Rédactrice en chef, **Nouvelles de l'OTAN**, Porte Dauphine, Paris (16^e) et doivent nous parvenir avant le 6 du mois afin de pouvoir paraître dans le numéro suivant. Mais toute lettre est acceptée avec plaisir à n'importe quelle date et sera utilisée tôt ou tard dans la mesure où elle peut intéresser nos lecteurs.



LIVRES

« MARCHÉ DU TRAVAIL EUROPÉEN »

par le Dr J. Schiefer

(Daloz et Sirey, Paris, 260 p., 27,30 NF)

L'auteur du présent livre est le Dr Jack Schiefer, chef de la sous-section du droit du travail près la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. Il se trouve donc bien placé pour parler du marché du travail européen sous l'angle de la liberté et des migrations des travailleurs. Dans l'une des préfaces, le Pr Zeegers de l'Université de Nimègue souligne que cette étude apporte une nouvelle preuve de l'insuffisance des contacts entre les praticiens et les spécialistes de la recherche appliquée dans les sciences sociales. Il souhaite qu'elle contribue à inciter les instances européennes nationales, internationales et supranationales à dresser un programme de recherches urgentes, puisque l'avenir de millions d'êtres en dépend.

Pour le Dr Heinrich Rieber, conseiller ministériel allemand, qui nous fournit une autre préface, l'œuvre de politique économique européenne ne peut réussir que si l'individu pris dans ce processus d'intégration a la conviction qu'il s'agit de son existence économique, de sa place dans la société et de celle de sa famille. Par conséquent, poursuit-il, la politique sociale constitue une partie déterminante de l'intégration politique et économique. Il ne s'agit pas seulement de biens matériels, mais aussi de la dignité de l'homme, de sa personnalité et de « cette grande mission politique et morale qui est de faire naître, grâce au progrès moral, la Foi en l'Europe libre ». C'est la raison pour laquelle le Dr Rieber considère que l'ouvrage en question comble une lacune dans la littérature sur la Communauté européenne, en familiarisant le lecteur avec une série de problèmes posés par le Marché commun et au centre duquel figure « l'Homme au travail ».

Motifs de mobilité.

Après avoir posé le problème de la libre circulation des personnes sur le plan national et international, le Dr Schiefer examine les facteurs et processus sociaux en matière de mobilité nationale. Ainsi, il passe en revue le changement des motifs de mobilité, notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie houillère. Selon l'auteur, afin d'établir un tableau complet de la migration, de ses structures sociologiques et de ses processus sociaux, il faudrait que les facteurs suivants ressortent de la statistique : situation de famille, nationalité, appartenance religieuse, professions indépendantes et dépendantes, salariés et retraités. Mais, dans les pays occidentaux, on ne s'occupe actuellement que des classes d'âge, du sexe des migrants et des catégories professionnelles. Il faut aussi distinguer entre la mobilité qui entraîne un changement de domicile et la mobilité « pendulaire » qui consiste à faire la navette entre son domicile et son lieu de travail. Pour illustrer le chapitre sur cette dernière catégorie, nous trouvons d'intéressants graphiques tels que celui qui montre la répartition en pourcentage des travailleurs qui entrent tous les jours dans le centre industriel de Strasbourg. En ce qui concerne la mobilité de l'emploi, le Dr Schiefer signale que les enquêtes du ministère du Travail et de

l'Industrie britannique devraient servir de modèles pour la manière dont il faut s'attaquer à de tels problèmes.

La troisième partie du livre examine la sédentarité dans la société industrielle. L'auteur aborde tour à tour les différentes raisons de ce phénomène, parmi lesquelles se trouvent la Sécurité sociale, la formation professionnelle, les conditions de travail, la propriété et les communications. Il est certain que le prolétaire moderne est devenu citoyen, propriétaire et, par là, sédentaire. Quant à la quatrième partie, elle est consacrée à l'étude de la mobilité interétatique et comprend un aperçu historico-sociologique des six pays du Marché commun, avec des tableaux et des graphiques à l'appui. Après un court chapitre sur la mobilité intercontinentale, l'auteur donne un résumé de la législation relative à l'immigration, au droit du travail et au droit social, telle qu'elle existe actuellement dans les différents pays de l'Europe occidentale.

Le Pr Luigi Mengoni, de l'Université catholique de Milan, donne une brillante analyse des conclusions du Dr Schiefer et nous ne pourrions mieux faire que de citer ce texte. Voici ce qu'il dit : « La libre circulation de la main-d'œuvre ne conduira-t-elle pas à l'invasion des pays nord-européens par des masses de travailleurs provenant des régions méridionales ? Cet épouvantail trouble encore aujourd'hui le sommeil des Anglais devant la perspective de la participation de leur pays au Marché commun. Mais les statistiques donnent raison au contraire au Dr Schiefer qui ramène le problème à la normale et qui laisse plutôt entrevoir, avec une certaine préoccupation, le problème opposé : la difficulté pour les industriels allemands ou français de trouver la main-d'œuvre étrangère dont ils ont besoin, main-d'œuvre qualifiée bien entendu. » Parlant de son propre pays, le Pr Mengoni ajoute : « L'Italie ne peut attendre de la mise en pratique du principe communautaire de la libre circulation de la main-d'œuvre de contribution appréciable au redressement du chômage chronique des masses dont elle est affligée, si elle n'engage une lutte à fond contre l'analphabétisme et le manque de préparation professionnelle d'une grande partie de la population et si elle ne réalise une large politique d'investissements humains. »

En effet, le Dr Schiefer fait ressortir que, d'après les statistiques, l'émigration de travailleurs permanents dans les pays industriels de l'Europe occidentale diminue, tandis que le nombre de travailleurs saisonniers augmente. D'ailleurs, cette tendance devrait s'accroître en raison du progrès technique, notamment en matière de transports, du relèvement du niveau de vie et du perfectionnement des prestations de sécurité sociale. L'auteur affirme ensuite que « les marchés nationaux du travail des pays membres des Communautés européennes ne courraient pas de risque digne de ce nom si la libre circulation et le libre choix de l'emploi étaient institués par les travailleurs de leurs pays ». C'est l'article 48 du traité de la CEE qui préconise la libre circulation pour l'ensemble des travailleurs de toutes les industries au plus tard à l'expiration de la période transitoire, fixée à douze ans. Le Dr Schiefer, partisan convaincu de la liberté du marché du travail, espère que les premières mesures, au lieu de constituer un simple déplacement de l'actuel dirigisme vers de nouveaux organismes, stimuleront réellement la libre circulation dans le Marché commun.

Publication en quatre langues.

Cet ouvrage est l'édition française du tome 3 de la collection Eurolibri, qui paraît aussi en allemand, en hollandais et en italien. Il s'agit de l'Association européenne d'Éditeurs juridiques et économiques, fondée en 1959 par les éditeurs : August Lutzeyer (Baden-Baden), Daloz et Sirey (Paris), H. E. Stenfort-Kroese (Leyde) et A. Giuffré (Milan). Le but de cette association est de promouvoir l'intégration économique européenne par la publication simultanée, en plusieurs langues, d'ouvrages appropriés, en collaboration avec les organisations compétentes. Cela mérite d'être signalé en soi, car l'un des meilleurs moyens de promouvoir la doctrine de solidarité occidentale est de permettre aux citoyens de chaque pays de lire dans leur propre langue les études juridiques et économiques de leurs voisins. Ainsi se produit un brassage des idées et des théories sans lequel il est

impossible d'établir une politique commune vis-à-vis d'un sujet particulier qui exige une compréhension totale.

Plusieurs spécialistes internationaux ont participé à la rédaction du premier volume de la collection Eurolibri, qui a paru sous le titre « La protection des travailleurs en cas de perte de l'emploi ». Il a été suivi d'un ouvrage du Dr H. J. Maier, conseiller à la cour d'appel de Francfort-sur-le-Main, et du Dr H. Meyer-Marsilius, gérant de la Chambre de Commerce germano-suisse de Zürich, sur « Le représentant de commerce dans le Marché commun ». Le troisième volume, dont nous venons de donner un aperçu du contenu, devrait être accueilli avec le plus grand intérêt par les économistes et les hommes politiques de tous les pays européens.

Grâce à ses quatre éditions, la collection Eurolibri peut atteindre un vaste public spécialisé et aider à détruire la barrière des langues, « un des obstacles auquel se heurte la réalisation de véritables communautés européennes et atlantiques », ainsi que le souligne la « Déclaration de Paris » de la Convention atlantique (voir *Nouvelles de l'OTAN*, mars 1962).

« DEFENSE PSYCHOLOGY »

(Pergamon Press, Oxford, 340 pages, 70 shillings)

A mesure que les armes et les systèmes d'armes deviennent plus complexes, il est indispensable que leurs servants soient les meilleurs possible. Les méthodes de sélection diffèrent d'un pays à l'autre de l'Alliance atlantique et de nombreux aspects de ces différentes méthodes ont été évoqués au cours du colloque sur la Psychologie de la Défense qui s'est tenu au siège de l'OTAN à Paris en 1960. Cet ouvrage est le premier volume de la série « Conférences de l'OTAN » et est édité sous les auspices de la division des Affaires scientifiques de l'OTAN et de son Comité scientifique. Publié sous la direction de Frank Geldard, du département de Psychologie de l'Université de Virginie et président du groupe consultatif de l'OTAN sur les aspects psychologiques de la Défense, il contient toutes les communications et un résumé des débats entendus au cours du colloque.

Ce dernier était la conséquence directe d'une décision prise par le Conseil atlantique d'exploiter toutes les ressources technologiques et scientifiques des pays membres de l'Alliance. Le domaine de la psychologie de la défense qui, dans certains pays de l'OTAN est très développé et extrêmement utile dans ses applications aux problèmes de la sélection et de la classification du personnel militaire, et de sa spécialisation, est moins bien exploité dans d'autres pays. Le colloque avait notamment pour but de permettre un libre échange de vues sur les pratiques à appliquer dans le domaine du personnel pour en accroître la valeur militaire, et l'examen des résultats obtenus récemment en matière de recherche sur la théorie de la guerre psychologique.

Le programme du colloque, d'une durée de trois jours, comprenait six séances et totalisait vingt-six exposés ainsi que plusieurs groupes de discussions. Les principaux thèmes abordés étaient les suivants : « Identification et évaluation des aptitudes humaines » (sous la présidence du professeur L. Meschiari de l'Istituto Nazionale di Psicologia, Consiglio Nazionale delle Ricerche, Rome) ; « Formation et éducation militaires » (par le Dr N.A.B. Wilson, du Manpower Department, Senior Psychologists, Division of the Admiralty, Londres) ; « Productivité collective » (par le colonel C.A. Chandessais, chef de la section « Problèmes humains » au secrétariat du CASDN, Paris).

Le Pr Frank A. Geldard assurait la présidence générale et les groupes de discussion ont organisé des débats sur les thèmes suivants : « Théorie et développement des batteries d'essais de classification », « Problèmes de l'échange de renseignements en matière de psychologie de la défense », « Matériels mécaniques d'enseignement », « Le moral militaire » et « Nouvelles spécialisations militaires à l'âge des changements technologiques ». L'exposé du Dr B. Broadbent (Medical Research Council, Applied Psychology Research Unit, Cambridge, Royaume-Uni) sur « Les principes communs en matière de perception, réaction et décision intellectuelles » a constitué l'une des interventions les plus marquantes.

Au total, deux cents psychologues en provenance de tous les pays membres de l'OTAN ont assisté à ce colloque. Nombre d'entre eux étaient des professeurs d'université s'intéressant aux problèmes militaires, d'autres des psychologues détachés par des laboratoires et instituts de recherche nationaux ou des officiers des forces terrestres, maritimes et aériennes spécialisés dans les questions de personnel.

« POLITICAL ADVANCEMENT IN THE SOUTH PACIFIC »

par Francis West

(Oxford University Press, Londres, 181 pages,
35 shillings.)

Cet ouvrage porte principalement sur la constitution de gouvernements de forme occidentale et leur fonctionnement dans une société non occidentale ; il est publié grâce à une subvention de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est. C'est l'étude du conflit des coutumes dans le cadre des institutions politiques et administratives de trois colonies : Iles Fidji, Tahiti et Samoa. L'ouvrage traite également du problème de l'autorité « directe » et « indirecte » en tant que technique d'administration coloniale. Ce livre s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux questions coloniales, car il va plus loin qu'un simple énoncé de doctrine et enseigne la pratique du gouvernement colonial.



Il serait téméraire de vouloir dissocier dans le mouvement des idées la tentative économique de rassemblement européen et la tentative politique et militaire de rassemblement atlantique.

Paul-Henri SPAAK.



BIBLIOGRAPHIE

Sélection d'articles relevés dans les périodiques reçus au siège de l'OTAN pendant les mois de février, mars et avril 1962. Pour obtenir ces articles, écrire aux publications elles-mêmes et non à l'OTAN.

OTAN

STRAUSZ-HUPE, Robert.

«A POLICY FOR THE ATLANTIC COMMUNITY».
NATO Journal, Washington, mars, p. 18.

CARPENTIER, General M.

«DECLARATIONS ET REALITES».

Revue Militaire Générale, Paris, mars 1962, p. 404.

L'auteur n'approuve pas l'idée de créer une quatrième puissance atomique représentée par l'OTAN. Il préconise plutôt une Force atomique Centre Europe composée de l'Allemagne fédérale, de la Belgique, de la France, du Luxembourg et des Pays-Bas.

ROUSSET, Col. J. F.

«LA LOGISTIQUE DANS LE CADRE DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE».

Revue de Défense Nationale, Paris, mars, p. 461.

PYMAN, General Sir Harold.

«THE MILITARY SIGNIFICANCE OF THE BALTIC COMMAND».

NATO's Fifteen Nations, Amsterdam, février-mars, p. 61.

THOMPSON, Brigadier W.F.K.

«FORGOTTEN FACTOR IN NATO STRATEGY».

Daily Telegraph, Londres, 5 mars, p. 12.

Un article sur les rapports entre l'armée et l'aviation en Allemagne.

WYNN, Humphrey.

«AAFCE: EUROPE'S AIR DEFENCE — NATO'S SEVEN-NATION TACTICAL AIR FORCES».

Flight International, Londres, 15 mars.

SCHAFFER, Werner.

«NATO — STANDARDISIERUNG».

Wehrkunde, n° 4-62, p. 212.

THOME-PATENOTRE, Mme Jacqueline.

BETHOUART, General.

NARBONNE, Léon Motais de.

«FAISONS LE POINT. QUESTIONS».

France-U.S.A., Paris, avril, p. 1.

Demandes et réponses sur les relations Est-Ouest et sur l'efficacité de l'OTAN sous sa forme actuelle.

BOEL, Baron R.

«COMMUNAUTE ATLANTIQUE, COMMUNAUTE EUROPEENNE».

Revue Politique et Parlementaire, Paris, avril, p. 11.

MIKSCHKE, F. O.

«ECHANGES DES SECRETS ATOMIQUES».

Revue Militaire d'Information, Paris, avril, p. 29.

«NATO BEGINS 14TH YEAR GUARDING THE WEST».

Stars and Stripes, Darmstadt, 4 avril, p. 11.

«MOSKAUS GRIFF UM NORDEUROPA — AN DER MURMAN-KUSTE LIEGT DAS ROTE TOR ZUM OZEAN».

Visier, Karlsruhe, 7 avril, p. 4.

L'auteur examine la tâche d'AFNORTH (Forces Alliées du Nord Europe) face aux Soviétiques, ainsi que le rôle stratégique de la Scandinavie et de l'océan arctique.

QUESTIONS POLITIQUES

HINTERHOFF, Eugène.

«LE POTENTIEL MILITAIRE DU PACTE DE VARSOVIE».

Revue de Défense Nationale, Paris, mars, p. 516.

PFLIMLIN, Pierre.

«BILAN ET PERSPECTIVES ACTUELLES DE LA POLITIQUE EUROPEENNE».

Revue de Défense Nationale, Paris, mars, p. 389.

POLYANYI, John C.

«ARMAMENTS POLICIES FOR THE SIXTIES».

Survival, Londres, mars-avril, p. 76.

L'auteur estime qu'il faudrait adopter une «politique rationnelle» en faveur du désarmement.

MOCH, Jules.

«UNE ERREUR».

Le Monde, Paris, 8 mars, p. 1.

Le représentant permanent de la France à la Commission du Désarmement de l'ONU trouve que son pays devrait participer à la Conférence du Désarmement à Genève.

CORNIDES, Wilhelm von.

«DER NEUE HORIZONT DER EUROPA-POLITIK».

Europa-Archiv, Bonn, 25 mars, p. 185.

«STRATEGY OF SURVIVAL».

The Listener, Londres, 29 mars, p. 539.

Une suite de cinq articles sur les stratégies occidentales et soviétiques.

ALSOP, Stewart.

«KENNEDY'S GRAND STRATEGY».

Saturday Evening Post,

Philadelphie, 31 mars, p. 11.

Une interview avec le président Kennedy et ses principaux conseillers.

DOUB, George Cochran.

«THE UNUSED POTENTIAL OF THE WORLD COURT».

Foreign Affairs, New York, avril, p. 463.

Un article sur la Cour de Justice Internationale.

LAQUEUR, Walter Z.

«THE END OF THE MONOLITH: WORLD COMMUNISM IN 1962».

Foreign Affairs, New York, avril, p. 360.

HEALEY, Denis, M. P.

«THE CRISIS IN EUROPE».

International Affairs, Londres, avril, p. 145.

Un examen de la crise de Berlin et des relations entre la Grande-Bretagne et le Marché commun.

MAYER, René.

«EUROPE 1962».

Revue Politique et Parlementaire,

Paris, avril, p. 3.

Selon l'auteur, la France devrait rester à la tête de l'Europe qui est un centre de développement et de paix.

HILSMAN, Roger.

«INTERNAL WAR—THE NEW COMMUNIST TACTIC».

Military Review, Fort Leavenworth, avril, p. 11.

L'auteur croit que M. «K» envisage de déclencher des guerres internes en Asie, en Afrique et en Amérique latine afin d'étendre l'empire communiste dans les meilleures conditions.

HAGELE, Michael P.

«DIE NEUE DIMENSION DER VEREINTEN NATIONEN».

Aussenpolitik, Stuttgart, avril, p. 221.

Un article sur les nouvelles tendances et les perspectives au sein des Nations Unies.

SCOTT, Richard.

«BACK TO RAPACKI».

The Guardian, Londres, 4 avril, p. 18.

HOME, Lord.

«WHAT REALLY HAPPENS WHEN I FACE GROMYKO».

Daily Mail, Londres, 6 avril, p. 10.

Une interview avec le chef du Foreign Office par Robert Muller.

ARON, Raymond.

« MOSCOU ET PEKIN : DESACCORD ET RUPTURE ».

Le Figaro, Paris, 7 avril, p. 1.

«IL CONTRIBUTO DELL' ITALIA ALLA CONFERENZA PER IL DISARMO».

Relazioni Internazionali, Milan, 7 avril, p. 411.

Un article sur la contribution de l'Italie à la Conférence du Désarmement.

HAYTER, Sir William.

«COEXISTENCE AND DIPLOMACY».

The Listener, Londres, 12 avril, p. 623.

QUESTIONS ECONOMIQUES

WARD, Barbara.

«WORLD IN FERMENT».

The General Electric Forum,

Schenectady, New-York, janvier-mars, p. 4.

Une interprétation générale des forces actuellement à l'œuvre dans le monde et leurs rapports avec les besoins humains.

COLONEL X.

«THE ECONOMIC WARFARE BETWEEN EAST AND WEST».

NATO's Fifteen Nations,
Amsterdam, février-mars, p. 45.

«COMMON MARKET SURVEY: EUROPE AND THE REST OF THE WORLD».

European-Atlantic Review, Londres, mars-avril.

WOODHOUSE, Montague.

« DER EUROPÄISCHE ZUSAMMENSCHLUSS UND DIE ZUKUNFT DES COMMONWEALTH ».

Europa-Archiv, Bonn, 25 mars, p. 193.

Une étude sur l'intégration européenne et l'avenir du Commonwealth.

JACKSON, Barbara Ward.

«FREE AFRICA AND THE COMMON MARKET».

Foreign Affairs, New York, avril, p. 419.

«AID'S PROGRESS».

Economist, Londres, 7 avril, p. 35.

Un article sur l'aide aux pays sous-développés.

FITZGIBBON, Constantine.

«TRADING WITH THE ENEMY».

Spectator, Londres, 20 avril, p. 499.

QUESTIONS MILITAIRES

LIDDELL HART, Capitaine B. H.

«DETERRENT OR DEFENCE'—L'ALTERNATIVE MILITAIRE ».

Revue Militaire d'Information, Paris, mars, p. 9.

Une analyse de la situation stratégique actuelle par le grand spécialiste britannique qui vient de publier un nouveau livre sur la question.

KAHN, Herman.

FROMM, Erich.

MACCOBY, Michael.

«A DEBATE ON THE QUESTION OF CIVIL DEFENCE».

Survival, Londres, mars-avril, p. 50.

GUERIN, General Maurice.

« PERSPECTIVES SCIENTIFIQUES ET ART MILITAIRE ».

Revue Militaire Générale, Paris, avril, p. 508.

MCLACHLAN, Donald.

«CIVIL DEFENCE ILLUSIONS».

Sunday Telegraph, Londres, 15 avril, p. 16.

Ce que pense Sir John Hodsoll, ancien conseiller de l'OTAN pour la Défense civile, au sujet des plans d'évacuation.

AFRIQUE

DOSSEH, Michel Ayih.

« LA PENETRATION COMMUNISTE EN AFRIQUE NOIRE ».

Revue Militaire Générale, Paris, mars, p. 296.

REY, Georges.

« NOUVELLE CONCEPTION DES RAPPORTS FRANCE-AFRIQUE NOIRE ».

L'Economie, Paris, 5 avril, p. 5.

ALLEMAGNE

GERMAIN, Commandant L.

« L'EVOLUTION DE L'AVIATION ALLEMANDE ».

Revue Militaire d'Information, Paris, mars, p. 39.

GRIFFITH, William E.

«DIE BUNDESREPUBLIK IN AMERIKANISCHER SICHT».

Aussenpolitik, Stuttgart, mars, p. 157.

Un article dans lequel l'auteur dit ce que les Américains pensent de la République fédérale d'Allemagne.

« LA SEULE ATTITUDE POSSIBLE POUR L'ALLEMAGNE : UNE HONNETETE ABSOLUE A L'EGARD DE NOS ALLIES, UNE STRICTE OBSERVANCE DES ENGAGEMENTS PRIS ET DE LA PATIENCE ».

Le Monde, Paris, 10 mars, p. 1.

Une interview avec le Chancelier Adenauer par « Sirius ».

BELGIQUE

«EVERY SOLDIER A COMMAND SPECIALIST».

NATO Journal, Washington, February, p. 28.

Selon l'auteur, les troupes belges sont parmi les plus endurcies de la Communauté atlantique.

DALOZE, J.

« PROBLEMES ECONOMIQUES DE LA BELGIQUE ».

Revue Générale Belge, Bruxelles, avril, p. 113.

CANADA

HOLDEN, David.

«CANADA AND THE COMMON MARKET».

The Guardian, Londres, 19 mars, p. 8.

CONANT, Melvin.

«CANADA'S ROLE IN WESTERN DEFENSE».

Foreign Affairs, New York, avril, p. 431.

DANEMARK

«SPOTLIGHT ON DENMARK».

NATO Journal, Washington, mars, p. 34.

ETATS-UNIS

- STRAUSZ-HUPE, Dr Robert.
KINTNER, Dr William R.
«MILITARY DEFENCE: FREE WORLD STRATEGY IN THE 60'S».
General Electric Forum,
Schenectady, New-York, janvier-mars, p. 21.
- «AN AMERICAN IN ORBIT TALKS TO HIS PLANET».
U.S. News & World Report,
Washington, 5 mars, p. 42.
Les impressions du Colonel Glenn enregistrées pendant son vol dans l'espace.

EUROPE ORIENTALE

- DRACHKOVITCH, Milorad M.
«THE EMERGING PATTERN OF YUGOSLAV-SOVIET RELATIONS».
Orbis, Université de Pennsylvanie, Hiver, p. 437.
- GRIFFITH, William E.
«MYTH AND REALITY IN CZECHOSLOVAK HISTORY».
East Europe, New York, mars, p. 3.
Selon l'auteur, pour comprendre la Tchécoslovaquie communiste, il faut connaître l'histoire sociale et culturelle de ce pays.
- SKENDI, Stavro.
«ALBANIA AND THE SINO-SOVIET CONFLICT».
Foreign Affairs, New York, avril, p. 471.
- HINTERHOFF, E.
« LE POTENTIEL MILITAIRE DE L'ALLEMAGNE DE L'EST ».
Revue Militaire Générale, Paris, avril, p. 448.

FRANCE

- ADINE, J.-P.
« LE QUATRIEME PLAN ».
Revue Militaire d'Information, Paris, mars, p. 44.
- « DOCUMENTS SUR LES ACCORDS D'EVIAN ET LE CESSER-LE-FEU EN ALGERIE ».
Esopo, 15 mars-1^{er} avril.
- « LE IV^e PLAN — ANALYSE ET OPINIONS ».
Perspectives, Paris, 25 mars.
- « LE PETROLE FRANÇAIS EN 1961 ET SES PERSPECTIVES ».
L'Economie, Paris, 29 mars, p. 7.
- «THE FRENCH SCENE: FRANCE IN THE SPACE RACE».
Financial Times, Londres, 26 avril, p. 5.

ITALIE

- DE MARCHI, Ernesto.
«TRENDS IN ITALY: AN 'OPENING TO THE LEFT'?»
Orbis, Université de Pennsylvanie, Hiver, p. 411.
- « LA POLITICA ESTERA NEL PROGRAMMA DI FANFANI ».
Relazioni Internazionali, Milan, 10 mars, p. 271.
Un article sur la politique étrangère de M. Fanfani.
- ADAM, Michael.
«ITALY'S ECONOMIC RENAISSANCE ».
The Guardian, Londres, 13 avril, p. 12.

ROYAUME-UNI

- FIELD, Thomas F.
«BLUE STREAK MISSILE».
NATO'S Fifteen Nations, Amsterdam, février-mars, p. 26.

L'auteur examine les répercussions sur la Grande-Bretagne et sur l'Alliance atlantique de la décision d'abandonner le développement du missile « Blue Streak ».

- KERBY, Capt. Henry, M.P.
«WHAT'S WRONG WITH BRITAIN'S DEFENCES?»
NATO Journal, Washington, mars, p. 24.
- JONES, Aubrey, M.P.
«THE DETERRENT: BRITAIN'S USELESS ASSET».
Observer, Londres, 11 mars, p. 10.
- «DROPPING THE BOMB».
Economist, Londres, 17 mars, p. 977.
L'auteur se demande quand et comment la Grande-Bretagne pourrait renoncer avantageusement à son arme nucléaire.
- CRITCHELEY, Julian, M.P.
«WHAT'S TO BE DONE WITH OUR BOMB?»
Spectator, Londres, 23 mars, p. 359.
L'auteur trouve que la Grande-Bretagne devrait garder sa force de dissuasion, mais pourrait éventuellement la mettre à la disposition de l'OTAN.
- BEATON, Leonard.
«A BRITISH MILITARY SPACE EFFORT?»
The Guardian, Londres, 9 avril, p. 6.

U.R.S.S.

- HINTERHOFF, Captain E.
«THE SOVIET MILITARY AID AND ITS IMPLICATIONS».
NATO's Fifteen Nations, Amsterdam, février-mars, p. 79.
- DELMAS, Claude.
« PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SOCIETE SOVIETIQUE ».
Revue de Défense Nationale, Paris, mars, p. 473.
- LILOV, Lt. Col. L.
«THE SOVIET MISSILE PROGRAMME».
Survival, Londres, mars-avril, p. 86.
Reproduction d'un article paru dans « L'Armée populaire », à Sofia, le 12 novembre 1961.
- CRANKSHAW, Edward.
«KHRUSHCHEV TURN HIS BACK ON FARM FACTS».
Observer, Londres, 18 mars, p. 11.
- LAURAT, Lucien.
« L'ECONOMIE SOVIETIQUE EN 1961 : RALENTISSEMENT DE L'EXPANSION ».
Est & Ouest, Paris, 16-31 mars, p. 14.
- BJORKLUND, Admiral E.
« L'U.R.S.S. ET LE FLANC SEPTENTRIONAL EUROPEEN ».
Revue Militaire d'Information, Paris, avril, p. 23.
- « LES EMISSIONS COMMUNISTES VERS L'AFRIQUE ».
Est & Ouest, Paris, 1^{er}-15 avril, p. 19.

PUBLICATIONS OTAN

Communiqués de Presse :

- No. (62)4 — Visite officielle de M. Dirk U. Stikker en Belgique, le 12 mars 1962.
- No. (62)5 — Visite officielle de M. Dirk U. Stikker en Turquie, le 2 avril 1962.
- No. (62)6 — Bourses de recherches OTAN 1962-1963, le 4 avril 1962.
- No. (62)7 — La réunion ministérielle de l'OTAN à Athènes, le 4 avril 1962.

Les

NOUVELLES DE L'OTAN

peuvent être obtenues à l'une des adresses suivantes

ÉDITION FRANÇAISE

« *Nouvelles de l'OTAN* »

Tous les pays sauf le Canada

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine, Paris, 16^e.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division.
Ottawa, Ontario.

ÉDITION ALLEMANDE

« *NATO Brief* »

Presse-und Informationsamt der Bundesregierung.
Welckerstrass, 11, Bonn, Allemagne.

ÉDITION ITALIENNE

« *Notizie NATO* »

Comitato Italiano Atlantico,
Piazza di Firenze, 27, Roma (2), Italie.

ÉDITION DANOISE (trimestrielle)

« *NATO Nyt* »

Atlantsammenslutningen
Forchammersvej 13,
Copenhague, Danemark.

ÉDITION ANGLAISE

« *NATO Letter* »

Royaume-Uni

The Central Office of Information
Hercules Road, Westminster Bridge Road,
London, S.E.1.

Etats-Unis

Distribution Planning,
Office of Public Services,
Department of State, Washington 25, D.C.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division.
Ottawa, Ontario.

Autres pays

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine,
Paris (16^e) France

ÉDITION GRECQUE (trimestrielle)

« *Deltion NATO* »

Association Hellénique du Traité Atlantique
39, avenue El. Venizelos,
Athènes 1, Grèce.

ÉDITION TURQUE (trimestrielle)

« *NATO Dergisi* »

Uçan Türk
Türk Hava Kurumu,
Ankara, Turquie.

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées par le Service de l'Information
de l'OTAN

Rédactrice en chef : SHEVAWN LYNAM

Rédacteurs adjoints : JEAN DE MADRE et JOHN S. HODDER

Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent être reproduits librement en mentionnant leur origine. La reproduction des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.

